



MUNICIPAL Gazette MUNICIPALE DE—OF Montreal

Paraît le lundi matin
Published every Monday morning

Abonnements \$2 par an
Subscriptions a year

Payables d'avance
Payable in advance

Organe officiel de la Corporation
de la Ville de Montréal

Official organ of the Corporation
of the City of Montreal

CANADA

Toutes communications se rapportant aux annonces ou abonnements devront être adressées tout simplement comme suit :

"La Gazette Municipale"
Bureau de Poste : 917 ou
42 Place Jacques-Cartier, Montréal.

Toutes communications se rapportant à la rédaction devront être adressées comme suit :

"La Gazette Municipale"
Hôtel de Ville, — Montréal.

All communications relative to advertisements or subscriptions should be addressed simply as follows :

"The Municipal Gazette"
Post Office Box : 917 or 42
Jacques-Cartier Square, Montreal.
All communications relative to the editorial part of the paper should be addressed as follows :

"The Municipal Gazette"
City Hall, — Montreal.
TELEPHONE MAIN 4240

Amendements à la Charte de la Cité

Rapports des Commissions de Législation et
d'Annexion au sujet des Amendements
à la Charte

Tels qu'adoptés par le Conseil à sa séance du
21 mars 1910

La Commission Spéciale de Législation
à l'honneur de faire rapport.

Qu'elle a étudié le projet d'arrangement supplémentaire entre la Cité de Montréal et la Compagnie du Pacifique Canadien à l'effet de louer à ladite Compagnie partie des rues Bisson et Donegana et d'une ruelle qui ont été fermées en vertu du règlement 392 de la Cité et d'un arrangement intervenu, entre la Cité et ladite Compagnie, le 6 août 1909, devant Mtre R.-A. Dunton, notaire.

Votre Commission, après délibération, recommande que ledit acte supplémentaire soit approuvé et que Son Honneur le Maire et le greffier de la Cité soient autorisés à le signer au nom de la Ville.

Elle recommande de plus, que soit insérée dans les amendements à la Charte de la Ville une clause demandant à la Législature de ratifier l'arrangement intervenu entre la Cité de Montréal et la Compagnie du Pacifique Canadien, le 6 août 1909, ainsi que l'acte supplémentaire susdit.

L.-A. LAPOINTE,
A.-N. BRODEUR,
U.-H. DANDURAND,
E.-D. TETREAU,
EUDORE DUBEAU.

Chambre de la Commission,
Hôtel de Ville,
Montréal, 18 mars 1910.

* * *

La Commission Spéciale de Législation
à l'honneur de faire rapport.

Qu'il y a actuellement devant la Législature de Québec, plusieurs projets de loi qui pourraient affecter les intérêts de la Cité.

Votre Commission recommande en conséquence que la délégation nommée pour surveiller la législation devant la Législature de Québec reçoive instruction d'insister pour

Amendments to the City Charter

Reports from the Legislation and Annexation
Committees on the Amendments to
the City Charter

As adopted by Council at its meeting held the
21st of March 1910

The Special Committee on Legislation
Respectfully report,

That they have considered the annexed supplementary deed of agreement between the City of Montreal and the Canadian Pacific Ry Co., for the leasing to said Company of the portions of Bisson and Donegana streets and of a lane which were closed by virtue of By-law 392 of the City, and of a deed of agreement passed between the City and the said Company on the 6th of August 1909, before R. A. Dunton, Notary.

Your Committee after due deliberation recommend that said supplementary deed be approved of and that His Worship the Mayor and the City Clerk be authorized to sign the same on behalf of the City.

They recommend moreover, that a clause be inserted in the amendments to the City Charter asking the Legislature to ratify the agreement passed between the City of Montreal and the Canadian Pacific Ry. Co., on the 6th of August 1909, and also the aforesaid supplementary deed.

L. A. LAPOINTE,
A. N. BRODEUR,
U. H. DANDURAND,
E. D. TETREAU,
EUDORE DUBEAU.

Committee Room,
City Hall
Montreal, 18th March 1910.

* * *

The Special Committee on Legislation
respectfully report.

That there are presently before the Quebec Legislature, many bills which might affect the interests of the City.

Your Committee accordingly recommend that the delegation appointed to look after the legislation before the Quebec Legislature be instructed to require that, in each

que dans chaque bill qui sera présenté qui serait de nature à affecter les intérêts de la Cité, une clause soit insérée qu'aucune compagnie n'exercera de franchises ou privilèges dans la Cité de Montréal, sans le consentement de la dite Cité. Ce consentement devant être donné par règlement, en la manière ordinaire et contenant toutes les conditions que la Cité jugera à propos d'y insérer pour la protection de ses intérêts.

Le tout, néanmoins, respectueusement soumis,

L.-A. LAPOINTE,
A.-N. BRODEUR
U.-H. DANDURAND,
E.-D. TETREAU,
EUDORE DUBEAU,

Chambre de la Commission,
Hôtel de Ville,
Montréal, 18 mars 1910.

* * *

*La Commission Spéciale de Législation,
à l'honneur de faire rapport.*

Qu'elle a pris en considération les communications de l'Avocat de la Cité et du Président du Bureau des Estimateurs, demandant que l'amendement à l'article 394 de la Charte, adopté par le Conseil à la dernière séance, soit changé en retranchant dans la dernière ligne les mots "trente novembre" et en les remplaçant par les mots "vingt novembre."

Votre Commission recommande au Conseil d'approuver cet amendement au bill de la Cité.

Le tout, néanmoins, respectueusement soumis.

L.-A. LAPOINTE,
A.-N. BRODEUR,
U.-H. DANDURAND,
E.-D. TETREAU,
EUDORE DUBEAU,

Chambre de la Commission,
Hôtel de Ville,
Montréal, 18 mars 1910.

* * *

*La Commission Spéciale de Législation,
à l'honneur de faire rapport.*

Que, conformément aux instructions du Conseil, elle a pris en considération la proposition de Monsieur l'échevin Prud'homme, appuyé par Monsieur l'échevin Dandurand, au sujet du projet de loi qui doit être soumis à la Législature pour incorporer la Compagnie du Boulevard de Montréal et pour lui donner certains pouvoirs.

Votre Commission, après mure délibération et après avoir entendu les intéressés croit devoir informer le Conseil que lorsque ce projet de loi sera étudié par la Législature elle examinera attentivement les pouvoirs que l'on demande et s'opposera énergiquement à tout ce qui pourrait affecter les intérêts de la Cité.

Le tout, néanmoins, respectueusement soumis,

L.-A. LAPOINTE,
A.-N. BRODEUR,
U.-H. DANDURAND,
E.-D. TETREAU,
EUDORE DUBEAU,

Chambre de la Commission,
Hôtel de Ville,
Montréal, 18 mars 1910.

* * *

*La Commission Spéciale de Législation,
à l'honneur de faire rapport.*

Qu'elle a pris en considération une suggestion de Monsieur l'échevin Ward, à l'effet de faire amender par la Législature le dernier paragraphe de la section 27 de la loi 9 Edouard VII, chap. 81, en retranchant les lettres "k" et

bill submitted which might affect the City's interests, a clause be inserted enacting that no company shall exercise franchises or privileges in the City of Montreal, without the City's consent. The aforesaid consent to be given by by-law, in the ordinary manner and containing all the conditions the City may deem advisable to insert therein for the protection of its interests.

The whole, nevertheless, respectfully submitted.

L. A. LAPOINTE,
A. N. BRODEUR,
U. H. DANDURAND,
E. D. TETREAU,
EUDORE DUBEAU.

Committee Room,
City Hall,
Montreal, 18th March 1910.

* * *

*The Special Committee on Legislation
respectfully report.*

That they have considered communications from the City attorney and the Board of Assessors, asking that the amendment to article 394 of the Charter, adopted by Council at its last meeting, be changed, by striking out from the last line the words "thirtieth November" and replacing them by the words "twentieth November".

Your Committee recommend Council to concur in said amendment to the City's bill.

The whole, nevertheless, respectfully submitted.

L. A. LAPOINTE,
A. N. BRODEUR,
U. H. DANDURAND,
E. D. TETREAU,
EUDORE DUBEAU.

Committee Room,
City Hall,
Montreal, 18th March 1910.

* * *

*The Special Committee on Legislation
respectfully report.*

That, in pursuance to instructions given by Council, they have considered the motion of Ald. Prud'homme, seconded by Ald. Dandurand, anent the bill to be submitted to the Legislature to incorporate "La Compagnie du Boulevard de Montréal" and to give the same certain powers.

Your Committee, after due deliberation, and after having heard the interested parties, inform the Council that when this bill is considered by the Legislature, they shall examine carefully the powers sought for and shall oppose energetically to all legislation which might affect the City's interests.

The whole, nevertheless, respectfully submitted.

L. A. LAPOINTE,
A. N. BRODEUR,
U. H. DANDURAND,
E. D. TETREAU,
EUDORE DUBEAU.

Committee Room,
City Hall,
Montreal, 18th March 1910.

* * *

*The Special Committee on Legislation
respectfully report.*

That they have considered a suggestion made by Ald. Ward, to have the Legislature amend the last paragraph of section 27 of the act 9 Edward VII, chap. 81, by striking out the letters "K" and "L" in the third line of said para-

"L" dans la troisième ligne dudit paragraphe de manière à ce que les expropriations pour l'élargissement de la rue de la Montagne et pour l'élargissement de la rue Guy, soient faites conformément aux dispositions de la Charte de la Cité.

Votre Commission, après mûre délibération, recommande qu'un amendement soit inséré dans le bill, tel que suggéré par Monsieur l'échevin Ward.

Le tout, néanmoins, respectueusement soumis.

L.-A. LAPOINTE,
A.-N. BRODEUR,
U.-H. DANDURAND,
E.-D. TETREAU,
EUDORE DUBEAU,

Chambre de la Commission,
Hôtel de Ville,
Montréal, 18 mars 1910.

* * *

La Commission Spéciale d'Annexion a l'honneur de faire rapport et de recommander que

Vu que la Cité doit présenter à la Législature certain projet d'annexion,

Vu que plusieurs bills demandant certaines annexions seront aussi soumis à la Législature par des municipalités avoisinant Montréal,

MM les échevins Mayrand et Prud'homme, membres de la Commission d'Annexion, le premier en étant le Président, fassent partie de la délégation qui a été nommée par votre Conseil le 14 du courant, pour aller à Québec surveiller les intérêts de la Cité durant la présente session.

Les frais de déplacement de ces deux délégués devant être imputés sur le crédit voté pour dépenses de délégation *re* amendements à la Charte.

Le tout, néanmoins, respectueusement soumis.

G. MAYRAND,
LESLIE-H. BOYD,
NOE LECLAIRE,
A.-E. PRUDHOMME,
E.-D. TETREAU,
J.-A.-E. GAUVIN,

Chambre de la Commission,
Hôtel de Ville,
Montréal, 18 mars 1910.

* * *

Sur proposition de M. l'échevin Robinson, appuyé par M. l'échevin Resther, il est

Résolu: Que les membres du Conseil qui sont ou qui seront autorisés à aller à Québec, au sujet de la législation, reçoivent instruction de supporter les mesures qui ont été approuvées par le Conseil et de ne s'opposer, dans aucun cas, à ces mesures.

AMENDEMENTS A LA CHARTE

1.—Est annexé à la Cité et forme un quartier sous le nom de quartier Notre-Dame de Grâce et est représenté au Conseil Municipal de la Cité par un échevin, la Ville de Notre-Dame de Grâce avec ses limites territoriales telles qu'établies par sa Charte, aux conditions mentionnées dans le projet de règlement adopté en deuxième lecture par le Conseil de Ville de Montréal, à une assemblée tenue le 23ième jour du mois de décembre 1909.

Règlement à l'effet d'annexer la ville de Notre-Dame de Grâce à la Cité de Montréal.

Section 3.—A partir de la date de l'annexion, la Cité de Montréal sera aux droits et aux obligations de la ville de Notre-Dame de Grâce.

Section 4.—L'actif de la ville de Notre-Dame de Grâce,

graph so that the expropriations for the widening of Mountain and Guy streets, be made in accordance with the City charter.

Your Committee, after mature deliberation, recommend that an amendment be inserted in the bill, as suggested by Ald. Ward.

The whole, nevertheless, respectfully submitted.

L. A. LAPOINTE,
A. N. BRODEUR,
U. H. DANDURAND,
E. D. TETREAU,
EUDORE DUBEAU.

Committee Room,
City Hall,
Montreal, 18th March 1910.

* * *

The Special Committee on Annexion, respectfully report, and recommend that

Whereas the City intends to submit to the Legislature certain proposed annexations;

Whereas several bills asking for certain annexation are also to be submitted to the Legislature by municipalities surrounding Montreal;

Ald. Mayrand and Prud'homme, members of the Annexation Committee, the former being the chairman of same, to form part of the delegation appointed by your Council on the 14th instant, to proceed to Quebec and look after the interest of the City during the present session.

The travelling expenses of the said two delegates to be charged against the appropriation voted for the expenses of the delegation *re* amendments to the Charter.

The whole, nevertheless, respectfully submitted.

G. MAYRAND,
LESLIE M. BOYD,
NOE LECLAIRE,
A. E. PRUD'HOMME,
E. D. TETREAU,
J. A. E. GAUVIN.

Committee Room,
City Hall,
Montreal, 18th March 1910.

* * *

On motion of Ald. Robinson, seconded by Ald. Resther, it was

Resolved: That the members of Council who are or who shall be authorized to proceed to Quebec, concerning legislation, be instructed to support the measures approved of by the Council, and not to oppose, in any case, such measures.

AMENDMENTS TO THE CHARTER

The town of Notre-Dame de Grâce, with its territorial limits as established by its charter, shall be annexed to the City and shall form a ward under the name of "Notre-Dame de Grâce Ward", which shall be represented in the Municipal Council of the City by one alderman, on the conditions mentioned in the draft of by-law adopted by the City Council in second reading, on the 23rd day of December, 1909.

By-Law to annex the Town of Notre-Dame de Grâce to the City of Montreal.

Section 3.—From and after the date of annexation, the City of Montreal shall be vested with the rights and subject to the obligations of the Town of Notre-Dame de Grâce.

Section 4.—The assets of the Town of Notre-Dame de

à dater de l'annexion, sera consolidé avec l'actif de la Cité de Montréal, et le passif de ladite ville de Notre-Dame de Grâce sera aussi consolidé avec le passif de ladite Cité de Montréal.

Section 5.—Le quartier Notre-Dame de Grâce sera soumis aux règlements de la Cité de Montréal; toutefois, les règlements de la ville de Notre-Dame de Grâce qui ont été adoptés pour des fins spéciales resteront en vigueur dans le quartier Notre-Dame de Grâce jusqu'à ce que la fin proposée dans lesdits règlements ait été complètement atteinte et réalisée, et les règlements de construction de ladite ville de Notre-Dame de Grâce resteront en vigueur jusqu'à amendement ou abrogation pour ledit quartier Notre-Dame de Grâce.

Section 6.—Les parcs de la ville de Notre-Dame de Grâce garderont les noms qu'ils portent actuellement, et la Cité de Montréal dépensera, dans les trois années suivant l'annexion, une somme de \$25,000 pour l'entretien desdits parcs, et achètera un parc, lequel portera le nom de parc MacDonald, dans le quartier No 3 actuellement connu sous le nom de "Mount-Royal Vale," et un square, le quel portera le nom de square Vaillant, dans le quartier No 1 présentement connu sous le nom de Village Turcot.

Section 7.—La Cité de Montréal dépensera, dans les trois premières années qui suivront l'annexion, une somme de \$1,000,000 pour améliorations aux rues et trottoirs permanents, dans le quartier Notre-Dame de Grâce; il ne sera pas dépensé moins d'un tiers de ladite somme de un million dans ledit quartier Notre-Dame de Grâce, pendant chacune de ces trois années.

Section 8.—La Cité de Montréal construira, dans le nouveau quartier, trois postes de police et de pompiers et pourvoira d'une salle publique celui de ces trois postes qui sera construit au centre dudit quartier.

Section 9.—Les terres en culture ne devront pas être évaluées à plus de \$100 l'arpent, pendant une période de dix ans à compter de l'annexion ou aussi longtemps, pendant ladite période de dix ans, que lesdites terres, ou partie d'icelles, n'auront pas été subdivisées en lots à bâtir; et, durant ladite période, les fermiers auront le droit d'y garder du fumier pour l'usage de leur ferme, pourvu que ce fumier ne soit pas placé à moins de 100 pieds de toute habitation.

Section 10.—Immédiatement après l'annexion, la Cité de Montréal fera, avec la Commission des Chemins à Barrières de Montréal, les arrangements nécessaires pour l'abolition de toutes les barrières de péage situées dans la ville de Notre-Dame de Grâce.

Section 11.—Les contrats de la ville de Notre-Dame de Grâce seront respectés par la Cité de Montréal.

Section 12.—La Cité de Montréal, s'il y a lieu de le faire, usera de son influence auprès du Gouvernement Provincial pour qu'il ne soit pas accordé plus de deux licences d'hôtel dans cette partie de la ville de Notre-Dame de Grâce, située à l'ouest de la ville de Westmount et au nord du chemin de Lachine, et pour qu'il n'en soit pas accordé plus qu'il n'en existe actuellement dans le quartier actuel No 1, connu sous le nom de Village Turcot.

Section 13.—Le système d'aqueduc de la ville de Notre-Dame de Grâce sera maintenu jusqu'à ce que celui de la Cité de Montréal soit muni de filtres; tout prolongement dudit système sera fait au besoin et l'eau sera vendue au même taux qu'à Montréal.

Section 14.—Sur demande des propriétaires, toute rue privée sera acceptée par la Cité de Montréal aux conditions auxquelles ladite Cité accepte actuellement les rues projetées.

Section 15.—La Cité de Montréal se conformera aux clauses et conditions du contrat existant entre la ville de Notre-Dame de Grâce et la compagnie dite "The Montreal Park & Island Railway Company," et tentera, quand le besoin s'en fera sentir, d'obtenir que les tramways de ladite compagnie circulent sur le chemin de Lachine et à mi-chemin entre la rue Sherbrooke et le chemin de la Côte Saint-Luc jusqu'aux limites ouest de ladite ville de Notre-Dame de Grâce.

Grâce shall, from the date of annexation, be consolidated with the assets of the City of Montreal, and the liabilities of the said Town of Notre-Dame de Grâce shall also be consolidated with the liabilities of the said City of Montreal.

Section 5.—The Notre-Dame de Grâce Ward shall be subject to the by-laws of the City of Montreal; however, the by-laws adopted by the Town of Notre-Dame de Grâce for special purposes shall remain in force in the said Notre-Dame de Grâce Ward until such time as the purposes of said by-laws have been completely attained and realized, and the building by-laws of the said Town of Notre-Dame de Grâce shall also remain in force for the said Notre-Dame de Grâce Ward, as long as they have not been amended or repealed.

Section 6.—The parks of the Town of Notre-Dame de Grâce shall retain their present names, and the City of Montreal shall expend, within three years from the date of annexation, a sum of \$25,000 for the maintenance of the said parks, and shall purchase a park, to be called MacDonald Park, in ward No. 3, presently known as Mount Royal Vale, and a square, to be called Vaillant Square, in ward No. 1, presently known as Turcot Village.

Section 7.—The City of Montreal shall expend, within the first three years following the annexation, the sum of \$1,000,000 for improvements to streets and permanent sidewalks in Notre-Dame de Grâce Ward; not less than one-third of the said sum of One Million Dollars shall be expended during each of the said three years in the said Notre-Dame de Grâce Ward.

Section 8.—The City of Montreal shall build, in the new ward, three police and fire stations and shall provide for a public hall in the station to be erected in the centre of the said ward.

Section 9.—The cultivated land shall not be assessed at more than \$100 per arpent, for a period of ten years from the annexation or as long as, within the said period of ten years, the said land or part thereof has not been subdivided into building lots; and, during said period, the farmers shall have the right to keep manure thereon for farming purposes, provided the same is kept at a distance of not less than one hundred feet from all dwellings.

Section 10.—Immediately after the annexation, the City of Montreal shall make the necessary arrangements with the Montreal Turnpike Trust for the abolition of all toll-gates within the limits of the Town of Notre-Dame de Grâce.

Section 11.—The contracts passed by the Town of Notre-Dame de Grâce shall be respected by the City of Montreal.

Section 12.—The City of Montreal, if deemed advisable, shall use its influence with the Provincial Government in order that not more than two hotel licenses be granted in that part of the Town of Notre-Dame de Grâce situated West of the Town of Westmount and North of Lachine Road, and that no more licenses be granted in the present Ward No. 1, known as Turcot Village, than presently exist.

Section 13.—The water-works plant of the Town of Notre-Dame de Grâce shall be maintained until the plant of the City of Montreal shall have been provided with filters; any extensions to said plant to be made when required, and the rates for water supply to be the same as in Montreal.

Section 14.—At the request of the proprietors thereof, all private streets shall be accepted by the City of Montreal on the same conditions as the said City now accepts projected streets.

Section 15.—The City of Montreal shall conform to clauses and conditions contained in the contract existing between the Town of Notre-Dame de Grâce and the Montreal Park and Island Railway Company, and shall, when required, endeavour to secure the running of the said Company's cars on Lachine Road and half-way between Sherbrooke street and Côte St. Luke Road to the Western limits of the said Town of Notre-Dame de Grâce.

Section 16.—Les avenues portant des noms de personnes conserveront ces noms.

Section 17.—Les trottoirs permanents qui seront construits dans le nouveau quartier seront du genre le plus moderne.

Section 18.—L'annexion prendra effet le jour de la sanction du présent règlement par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Section 19.—Par l'adoption du présent règlement, le nouveau quartier est et sera incorporé à la Cité de Montréal et sera sujet à tous les règlements de ladite Cité de Montréal qui ne seront pas incompatibles avec les clauses du présent règlement.

Que l'article suivant soit ajouté au projet d'amendements à la Charte présentement devant le Conseil, après l'article 1 dudit projet, savoir:

"Est annexée à la Cité de Montréal et forme un quartier sous le nom de quartier Saint-Paul, lequel est représenté par un échevin au Conseil Municipal de la Cité

"La ville de Saint-Paul, avec ses limites territoriales telles qu'établies par sa Charte.

"L'actif de la ville Saint-Paul, à dater de l'annexion, sera consolidé avec l'actif de la Cité de Montréal, et le passif de ladite ville de Saint-Paul sera aussi consolidé avec le passif de ladite Cité de Montréal.

"Le quartier Saint-Paul sera soumis aux règlements de la Cité; toutefois, les règlements de la ville Saint-Paul qui ont été adoptés pour des fins spéciales resteront en vigueur dans le quartier Saint-Paul jusqu'à ce que la fin proposée dans lesdits règlements ait été complètement atteinte et réalisée."

Que la section suivante soit ajoutée, après la section 1, dans le projet d'amendements à la Charte présentement devant le Conseil, savoir:

"Est annexé à la Cité de Montréal et fera partie du quartier Laurier:

"Un territoire faisant partie de la paroisse de Saint-Laurent et borné au Nord-ouest par les numéros 635, 349, 348, 347 et 346 du cadastre de ladite paroisse de Saint-Laurent et la voie de chemin de fer du Pacifique Canadien; au Nord-est par les limites Sud-ouest du quartier Saint-Denis de la Cité de Montréal; au Sud-est par les limites Nord-ouest du quartier Laurier de la Cité de Montréal et la ligne de division entre la ville d'Outremont et la paroisse de Saint-Laurent; au Sud-ouest par les numéros 634 et 635 du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent.

"Ce territoire comprend les lots du cadastre suivants de la paroisse de Saint-Laurent, savoir:

"636, 637, partie de 638, partie de 639, partie de 640, partie de 641, et partie de 642.

"Rien dans la présente section n'affectera les droits ou avantages conférés par résolution ou règlement de la municipalité de la paroisse de Saint-Laurent à aucune personne ou compagnie."

"Est annexée à la Cité de Montréal et forme un quartier sous le nom de quartier Ahuntsic, lequel est représenté par un échevin au Conseil Municipal de la Cité.

"La Municipalité du village de Ahuntsic, avec ses limites territoriales telles qu'établies par sa Charte.

"L'actif du village de Ahuntsic, à dater de l'annexion, sera consolidé avec l'actif de la Cité de Montréal, et le passif dudit village de Ahuntsic sera aussi consolidé avec le passif de ladite Cité de Montréal.

"Le quartier Ahuntsic sera soumis aux règlements de la Cité; toutefois, les règlements du village de Ahuntsic qui ont été adoptés pour des fins spéciales resteront en vigueur dans le quartier Ahuntsic jusqu'à ce que la fin proposée dans lesdits règlements ait été complètement atteinte et réalisée."

L'article suivant est ajoutée:

"Aucune municipalité établie ou qui sera établie dans l'île de Montréal n'aura droit d'emprunter plus de 15 p.c. de la valeur de ses immeubles imposables."

Section 16.—The avenues bearing names of persons shall retain the same.

Section 17.—The permanent sidewalks to be constructed in the new ward shall be of the most modern type.

Section 18.—The annexation shall take effect on the date of the sanction of the present by-law by the Lieutenant-Governor in Council.

Section 19.—By the adoption of this by-law, the new ward is and shall be incorporated into the City of Montreal, and shall be subject to all the by-laws of the said City of Montreal which do not conflict with the provisions of this by-law.

"The Town of St. Paul, with its territorial limits as established by its charter, shall be annexed to the City of Montreal and shall form a ward under the name of "St. Paul Ward", which shall be represented in the Municipal Council of the City by one Alderman.

"The assets of the Town of St. Paul, from the date of the annexation, shall be combined with the assets of the City of Montreal, and the liabilities of the said Town of St. Paul shall also be combined with the liabilities of said City of Montreal.

"The St. Paul Ward shall be subject to the by-laws of the City of Montreal; the by-laws of the Town of St. Paul which have been adopted for special purposes shall, however, remain in force, in St. Paul Ward, until the objects proposed in said by-laws have been completely attained and realized."

"The following is annexed to the City and shall form part of Laurier Ward, viz.:

"A territory forming part of the parish of St. Laurent and bounded to the North-west by numbers 635, 349, 348, 347 and 346 of the cadastre of the said parish of St. Laurent and the C. P. R. track; to the North-east by the South-west limits of the St. Denis Ward of the City of Montreal; to the South-east by the North-west limits of the Laurier Ward of the City of Montreal and the dividing line between the Town of Outremont and the parish of St. Laurent; to the South-west by numbers 634 and 635 of the cadastre of the parish of St. Laurent.

"This territory comprises the following cadastral lots of the parish of St. Laurent, viz.:

"636, 637, part of 638, part of 639, part of 640, part of 641, part of 642.

"Nothing in this section shall affect the rights or privileges granted by resolution or by-law of the municipality of the parish of St. Laurent to any person or company."

"The municipality of the Village of Ahuntsic, with its territorial limits as established by its charter, shall be annexed to the City of Montreal and shall form a ward under the name of "Ahuntsic Ward," which shall be represented in the Municipal Council of the City by one Alderman.

"The assets of the Village of Ahuntsic, from the date of annexation, shall be combined with the assets of the City of Montreal, and the liabilities of the said Village of Ahuntsic shall also be combined with the liabilities of the said City of Montreal.

"The Ahuntsic Ward shall be subject to the by-laws of the City of Montreal; the by-laws of the Village of Ahuntsic which have been adopted for special purposes shall, however, remain in force, in Ahuntsic Ward, until the objects proposed in said by-laws have been completely attained and realized."

The following article is added:

"No municipality established or which may become established in the Island of Montreal shall have the right to borrow more than 15 p.c. of the value of its assessable real estate."

Que le paragraphe suivant soit ajouté à l'article 101:

"Néanmoins, les règlements pour l'émission d'emprunts ne seront pas sujets à l'avis de 30 jours, mais pourront être soumis et lus une 1^{ère}, une 2^{ème} et une 3^{ème} fois à toute assemblée du Conseil régulièrement convoquée, pourvu qu'ils reçoivent le vote affirmatif de la majorité des membres de tout le Conseil."

3.—L'article suivant est ajouté:

"Toutes pompes à vapeur ou chimiques, et tous fourgons ou voitures à boyaux, fourgons à échelles, tours-déluges et toutes autres voitures appartenant au département des Incendies de la Ville de Montréal, qu'elles soient mues par des chevaux, par la vapeur, par l'électricité ou par toute autre source d'énergie auront, lorsqu'elles se rendront à un incendie, droit de passage dans, sur et à travers toutes les rues, avenues, voies et places publiques de la Ville de Montréal de préférence à et à l'exclusion de toute autre voiture et de tout tramway.

"Le conducteur ou wattman d'un tramway ou le conducteur d'une voiture qui entravera d'une manière quelconque, en conduisant ou en faisant circuler tel tramway ou voiture, la libre circulation ou le libre mouvement d'une voiture du département des Incendies se rendant à un incendie ou d'une ambulance répondant à un appel, sera passible de la pénalité prescrite dans l'article 307 de la Charte."

L'article suivant est ajouté:

"La Cité est autorisée à contribuer à l'établissement et au maintien d'une Cour pour les jeunes délinquants ainsi que d'une maison de détention et d'une maison d'industrie pour ces jeunes délinquants et aussi du personnel requis pour cette fin.

"La Cité de Montréal ne sera pas tenue de contribuer en aucune manière à l'internement et au maintien des jeunes délinquants venant de toute autre municipalité que celle de Montréal."

L'article 37 de la loi 9 Edouard VII, chap. 81, est amendé en y ajoutant le paragraphe suivant:

"La Cité est de plus autorisée à vendre tout surplus d'énergie électrique dont elle pourra disposer dans l'exploitation desdites usines électriques."

L'article suivant est ajouté:

"La Cité est autorisée à construire et maintenir des bibliothèques, salles de lecture, et musées publics et à acheter les terrains nécessaires à cette fin; les fonds d'emprunt prélevés en vertu de l'article 343 de la loi 62 Vict., chap. 58, tel que remplacé par 8 Edouard VII, chap. 85, articles 5 et 6, 1908, pourront aussi être affectés aux fins susdites."

Les clauses suivantes sont ajoutées après la section 338:

"Le Conseil peut établir et maintenir un "Service municipal de publicité", dont le but sera d'organiser et de poursuivre une propagande au moyen d'annonces publique ou autrement pour faire connaître Montréal avantageusement à l'étranger."

"Le Conseil peut contribuer aux dépenses d'une Commission d'étude pour l'embellissement d'une Commission Métropolitaine de Parcs."

"Le Conseil peut nommer une Commission dite de Législation, composée du Maire et de sept membres du Conseil.

"Il est du devoir de cette Commission de prendre connaissance de tous les projets comportant une question contentieuse, d'examiner tous les amendements proposés à la Charte, et tous les projets de loi affectant les intérêts de la Cité, d'étudier les projets de règlements à faire et les amendements qui sont demandés aux règlements en force, et d'étudier et faire rapport sur toutes les questions que le Conseil pourra lui déférer et qui ne sont pas du ressort du Bureau des Commissaires."

"Le Conseil est autorisé à nommer une Commission spéciale pour s'occuper de la refonte complète de la Charte et des règlements.

"Les personnes faisant partie de cette Commission peuvent être choisies en dehors du Conseil.

That the following paragraph be added to Section 301:

"Provided always that by-laws for the issuing of loans shall "not be subject to the thirty day's notice, but may be "submitted and read a first, second and third time at any "regularly called meeting of the Council, provided they receive the concurring vote of a majority of the whole "Council."

The following article is added:

"All steam and chemical fire engines, hose carts, hose waggons, hook and ladder trucks, water towers and all and any other vehicle belonging to and in the employ of the Fire Department of the City of Montreal, whether the same are propelled by horse-power, steam, electricity or any other source of energy, while on the way to any fire, shall have the way in, upon and through all of the streets, avenues, highways, thoroughfares and public places of the City of Montreal, in preference to and to the exclusion of every other vehicle or street railway car."

"The driver or motorman of a street railway car or the driver of any vehicle who shall in any manner, by the running or operation of such car or vehicle, interfere with the free running or operation of any vehicle of the Fire Department, while engaged in going to a fire or any ambulance engaged in attending a call, shall be liable to the penalty provided for in Art. 307 of the Charter."

The following article is added:

"The City is authorized to contribute to the establishment and maintenance of a Court for young offenders as well as of a house of detention and house of industry for such young offenders and also to the payment of the staff required for such purpose, but the City shall not be held to contribute in any manner to the commitment and maintenance of young offenders coming from any other municipality than that of Montreal."

Article 37 of the Act 9 Edward VII, chap. 81, is amended by adding thereto the following paragraph:

"The City is further authorized to sell any surplus of electric energy which it may have at its disposal in the operation of the said electrical works"

The following article is added:

"The City is authorized to erect and maintain libraries, reading rooms, and public museums, and to purchase the lands required for that purpose; the loan funds levied under Art. 343 of the Act 62 Vict., chap. 58, as replaced by Edward VII, chap. 85, articles 5 and 6, 1908, may also be used for the above purposes."

The following clauses are added after section 338:

"The Council may establish and maintain a "Municipal Publicity Bureau," the object of which shall be to organize and carry on propaganda, by means of public advertisements or otherwise, in order to make Montreal more advantageously known abroad."

"The Council may contribute to the expenses of such Committee as may be appointed to make inquiries in connection with the establishment of a Metropolitan Parks Commission."

"The Council may appoint a Committee, to be known as the "Legislation Committee," composed of the Mayor and 7 members of the Council."

"It shall be the duty of such Committee to take cognizance of all matters of a litigious character, to examine all proposed amendments to the City Charter, and all bills affecting the interests of the City, to consider the drafts of by-laws to be made and the amendments sought for to the by-laws in force, and to consider and report on all questions which the Council may refer to said Committee and which are not within the province of the Board of Commissioners."

"The Council is authorized to appoint a Special Committee to make a complete revision of the Charter and by-laws."

"Le traitement des membres de cette Commission est fixé par le Conseil."

"Nonobstant toute loi à ce contraire, le Conseil peut faire des règlements pour imposer aux propriétaires, chauffeurs ou conducteurs de véhicules-moteurs servant au transport des voyageurs des règlements similaires à ceux qui régissent les cochers de place, fixer les prix qu'ils pourront exiger, prescrire les endroits dans les rues ou près des gares de chemins de fer où ils pourront stationner, et défendre qu'ils ne se tiennent ailleurs qu'aux endroits prescrits."

"The persons forming part of such Committee may be selected outside of the Council. The salary of the members of said Committee shall be fixed by the Council."

"Notwithstanding any law to the contrary, the Council may make by-laws to levy a tax upon the owners, chauffeurs or drivers of motor-vehicles used for the conveyance of passengers, and subject them to by-laws similar to those governing cab-men, fix the fares which they may charge, prescribe the places, in the streets or near the railway stations, where they may stand and prevent them from standing elsewhere than at the places so prescribed."

DELIBERATIONS

COMMISSION SPECIALE DE LEGISLATION

Compte rendu de l'assemblée du 9 mars.

Sont présents: MM. les échevins L.-A. Lapointe, président, O'Connell, Tétreau, Dubeau, Dandurand, Brodeur et Son Honneur le Maire l'Hon. J.-J.-E. Guerin.

Assistent aussi à l'assemblée: MM. L.-J. Ethier, avocat en chef de la Cité; A. Bienvenu, surintendant du département de l'Assistance Municipale; J. Pelletier, contrôleur et auditeur de la Cité; L.-J. Loranger, aviseur légal de l'Association des Citoyens, et MM. les échevins Mayrand, Garceau et Prud'homme.

Les minutes de la dernière séance sont lues et approuvées.

Une délégation de l'Association de la Ligue d'Embellissement de Montréal, composée de MM. W.-D. Lighthall, C.-A. Harwood et L.-A. Lavallée, C. R., se présente devant la Commission, au sujet de la création d'une Commission Métropolitaine de Parcs.

Les délégués déposent devant la Commission, un projet de loi à ce sujet et demande si la Ville serait prête à favoriser la création d'une Commission de cette nature.

A ce sujet, M. L.-J. Loranger, aviseur légal de la Ligue des Citoyens, soumet à la Commission, un rapport du Comité des Affaires municipales de la Chambre de Commerce, s'opposant au principe de la création d'une Commission indépendante et spéciale pour l'embellissement de la Ville et de la banlieue.

Sur proposition de M. l'échevin Tétreau, il est alors

Résolu: De remettre l'étude de cette question à mercredi prochain.

M. l'échevin Mayrand demande à la Commission d'inclure dans le bill de la Cité un amendement à l'effet d'exproprier le terrain nécessaire pour l'ouverture des rues homologuées à travers le lot du cadastre No 162, du quartier De Lorimier.

M. l'ex-échevin Lavallée attire aussi l'attention de la Commission sur la nécessité d'exproprier le terrain nécessaire à l'ouverture du Boulevard St-Joseph jusqu'à l'Avenue Papineau, ou bien de faire disparaître la ligne homologuée.

Il est alors

Résolu: De demander à l'inspecteur de la Cité un rapport au sujet de ces expropriations ainsi qu'un estimé du coût probable de chacune d'elle.

M. L.-J. Loranger, attire l'attention de la Commission sur certaines suggestions du Comité des Affaires Municipales de la Chambre de Commerce, au sujet de la nomination d'experts pour réviser les rôles d'évaluation et pour apprécier et juger les plaintes des contribuables.

Résolu: De demander à l'avocat en chef de la Cité si les avis au sujet des amendements à la Charte couvrent ce point.

Soumis un rapport de M. A. Bienvenu, surintendant du

SPECIAL COMMITTEE ON LEGISLATION

Report of meeting held the 9th March.

Present: Ald. L. A. Lapointe, chairman, O'Connell, Tétreau, Dubeau, Dandurand, Brodeur and His Worship the Mayor, Hon. J. J. E. Guerin.

Messrs L. J. Ethier, chief City attorney, A. Bienvenu, superintendent of the Municipal Assistance department, J. Pelletier, City comptroller and auditor, L. J. Loranger, legal adviser of the Citizen's Association, and Aldermen Mayrand, Garceau and Prud'homme also attended the meeting.

The minutes of the last meeting were read and confirmed.

A delegation from the Montreal Improvement League, composed of Messrs. W. D. Lighthall, C. A. Hardwood and L. A. Lavallée, K.C., appeared before the Committee anent the creation of a Metropolitan Commission of Parks.

The delegates laid before the Committee a bill in this connection and asked if the City would favor the creation of such a Commission.

In this connection, Mr. L. J. Loranger, legal adviser of the Citizens' League, submitted to the Committee a report from the Committee on Municipal affairs of the "Chambre de Commerce", objecting to the principle of creating an independent and special Commission to embellish the City and suburbs.

On motion of Ald. Tétreau, it was then

Resolved: That consideration of said question be deferred until next Wednesday.

Ald. Mayrand asked the Committee to insert in the City's bill, an amendment providing for the expropriation of the land required for the opening of homologated streets across cadastral lot No 162, DeLorimier ward.

Ex-alderman Lavallée also called the attention of the Committee to the necessity of expropriating the land required for the opening of St. Joseph boulevard as far as Papineau avenue, or else, to erase the homologated line.

It was then

Resolved: To ask the City surveyor for a report on the said expropriations and the estimated cost of each of them.

Mr. L. J. Loranger called the attention of the Committee to certain suggestions of the Committee on municipal affairs of the "Chambre de Commerce", anent the appointment of experts to revise the assessment rolls and to appreciate and judge the complaints of ratepayers.

Resolved: That the Chief City attorney be requested to state whether the notices anent the amendments to the City charter covered that point.

Submitted a report from Mr. A. Bienvenu, superintendent

département de l'Assistance Municipale, au sujet de l'établissement d'un tribunal pour jeunes délinquants.

Renvoyé au greffier de la Cité et aux avocats de la Cité pour qu'ils étudient cette question et fassent rapport.

Soumise une communication de M. J. Hamilton Ferns, président du Bureau des Estimateurs, au sujet de la demande faite à la dernière séance par l'Hon. P. E. Leblanc.

Renvoyée à l'avocat en chef de la Cité.

Soumise une communication de M. J. Tremblay, chef du département des Incendies, demandant que la Charte soit amendée de manière à donner un droit de passage libre dans les rues, aux appareils du département des Incendies.

Renvoyée à l'avocat en chef de la Cité.

Soumise une communication de M. J. Hamilton Ferns, président du Bureau des Estimateurs, informant la Commission qu'il ne peut donner les renseignements qu'on lui demande, au sujet de certaines expropriations, tant que des plans ne lui auront pas été fournis.

Résolu: De prier l'inspecteur de la Ville de fournir les plans requis sans délai.

Soumis un compte de l'Imprimeur du Roi s'élevant à \$36.77, pour publication dans la Gazette Officielle de Québec, des avis au sujet des amendements à la Charte.

Résolu: De recommander au Bureau des Commissaires de payer ce compte et de mettre de côté une somme de \$3,000 pour les dépenses en rapport avec la législation, à savoir: Annonces publiques, dépôt au Gouvernement, impression du bill, traduction, frais de délégation et dépenses incidentes.

M. L.-J. Ethier, avocat en chef de la Cité, informe la Commission, qu'il a eu une entrevue avec M. Laurendeau, avocat, au sujet de la taxe sur les voutes et caveaux, et qu'il a conseillé à celui-ci d'obtenir du Conseil un amendement aux règlements Nos 49 et 362, au lieu de faire changer la loi par la Législature.

Relativement à la lettre du Dr Louis Laberge, suggérant certains amendements à la Charte, M. Ethier dit qu'il considère que la loi concernant l'hygiène est suffisante et qu'il ne serait pas judicieux de spécialiser comme le suggère le Dr Laberge.

Au sujet de la demande faite par les ingénieurs stationnaires, M. Ethier dit que les amendements à la Charte de 1908 et 1910 sont amplement suffisants pour permettre à la Cité d'amender le règlement, au sujet de l'inspection des Chaudières, de la manière suggérée par l'Association des Ingénieurs Stationnaires.

La Commission reprend alors l'étude du projet d'amendements, préparée par le greffier et l'avocat en chef de la Cité.

Les amendements suivants sont lus:

21o.—L'article 21o de la loi 9 Edouard VII, chap. 82, est abrogé et remplacé par le suivant:

"21o. Le traitement de chacun des membres du Bureau des Commissaires *est fixé à dix mille piastres par année y compris le Maire, qui n'aura droit à aucune autre indemnité ou traitement.*

21p.—L'article 21p de la loi 9 Edouard VII, chap. 82, est abrogé et remplacé par le suivant:

"21p. Ces Commissaires, *à l'exception du Maire*", doivent donner tout leur temps à l'exercice de leurs fonctions et ne peuvent exercer aucun autre emploi public rémunéré.

M. l'échevin Brodeur propose que l'article 21o soit remplacé par le suivant:

Considérant qu'il est difficile et inopportun d'exiger que les membres du Bureau des Commissaires donnent tout leur temps à la Ville comme des employés ordinaires; que cette condition n'est pas nécessaire et qu'elle serait de nature à empêcher des hommes de grande valeur de donner leurs services à la Ville comme Commissaires;

Qu'il soit

Résolu: Que les membres du Bureau des Commissaires ne soient obligés de donner que le temps nécessaire pour la bonne administration des affaires de la Ville, et que leur traitement soit fixé à \$5,000.00.

Proposé en amendement par l'échevin Tétreau,

Que les amendements aux articles 21o et 21p, soient bifés.

of the Municipal Assistance department, anent the creation of a court for young offenders.

Referred to the City clerk and to the City attorneys for consideration of said question and a report thereon.

Submitted a communication from Mr. J. Hamilton Ferns, chairman of the Board of Assessors, anent the demand made by Hon. P. E. Leblanc, at the last meeting.

Referred to the Chief City attorney.

Submitted a communication from Mr. J. Tremblay, chief of the Fire department, asking that the charter be amended so as to give a free right of way in the streets to the Fire department's apparatus.

Referred to the chief City attorney.

Submitted a communication from Mr. J. Hamilton Ferns, chairman of the Board of Assessors, informing the Committee that he cannot supply the information sought for anent certain expropriations until plans have been furnished.

Resolved: That the City surveyor be requested to furnish at once the plans required.

Submitted an account from the King's Printer, amounting to \$36.77 for publishing in the Official Gazette of Québec, notices anent the amendments to the City charter.

Resolved: To recommend to the Board of Commissioners to pay said account and to lay aside a sum of \$3,000 for expenses in connection with the legislation, to wit: Public notices, deposit with the Government, printing of the bill, cost of the delegation and contingencies.

Mr. L. J. Ethier, chief City attorney, informed the Committee that he had an interview with Mr. Laurendeau, advocate, anent the tax on vaults and cisterns, and that he advised him to obtain from Council an amendment to by-laws Nos. 49 and 362 instead of applying for an amendment to the Legislature.

Concerning the letter of Dr. Louis Laberge, suggesting certain amendments to the Charter, Mr. Ethier stated that he considered that the law concerning hygiene was sufficient and that it would not be wise to specialize as suggested by Dr. Laberge.

Anent the demand made by the Stationery Engineers, Mr. Ethier stated that the amendments to the charter in 1908 and 1910 were quite sufficient to enable the City to amend the by-law concerning boilers as suggested by the Stationery Engineers Society.

The Committee then resumed the consideration of the proposed amendments prepared by the City clerk and the Chief City attorney.

The following amendments were read:

21o. Article 21o of the Act 9 Edward VII, chap. 82, is repealed and replaced by the following:

"21o. The salary of each of the members of the Board of Commissioners is *fixed to ten thousand dollars per annum, the Mayor included, who shall be entitled to no other indemnity or salary.*

21p. Article 21p of the Act 9 Edward VII, chap. 82, is repealed and replaced by the following:

"21p. Such Commissioners, *except the Mayor*", shall devote all their time to the performance of their duties and shall not hold any other public remunerated office.

Ald. Brodeur moved that article 21o be replaced by the following:

Whereas it is difficult and inadvisable to require that the members of the Board of Commissioners devote all their time to the City as ordinary employees; that this condition is not necessary and is such as to prevent prominent men from giving their services to the City as Commissioners;

Be it resolved:

That the members of the Board of Commissioners be only held to give the time required for the good administration of the City's affairs, and that their salary be fixed at \$5,000.00.

Moved in amendment by Ald. Tétreau,

That the amendments to articles 21o and 21p be struck out.

Proposé en sous-amendement par l'échevin Dandurand, Que lesdits amendements aux articles 20o et 21p. soient approuvés tels que rédigés.

La Commission se partage sur ledit sous-amendement:

Pour: Dandurand, O'Connell et L.-A. Lapointe—3.

Contre: Brodeur, Tétreau et Dubeau—3.

Ainsi il est négativé.

L'amendement de l'échevin Tétreau étant mis aux voix, la Commission se partage:

Pour: Brodeur, Tétreau et Dubeau—3.

Contre: Dandurand, O'Connell et L.-A. Lapointe—3.

Ledit amendement est ainsi négativé.

La proposition principale étant mise aux voix, la Commission se partage:

Pour: Brodeur et Dubeau—2.

Contre: Dandurand, Tétreau, O'Connell et L.-A. Lapointe—4.

Ainsi elle est négativée.

M. l'échevin O'Connell propose alors que l'article 21o soit amendé de manière à ce que le traitement des membres du Bureau des Commissaires, y compris le Maire, soit fixé à \$10,000 par année.

Ladite proposition étant mise aux voix, la Commission se partage:

Pour: Dandurand, O'Connell et L.-A. Lapointe—3.

Contre: Brodeur, Tétreau et Dubeau—3.

Ainsi elle est négativée.

L'article 21q étant lu,

L'article 21q de la loi 9 Edouard VII, chap. 82, est abrogé et remplacé par le suivant:

"21q. Dans le cas de décès, de démission, de refus d'agir, d'absence répétées et sans motif valable d'un membre du Bureau des Commissaires, ou d'infirmité permanente ou chronique qui l'empêche de remplir ses fonctions, le Conseil doit nommer son remplaçant pour la balance du terme."

M. l'échevin Tétreau

Propose: Que ledit article soit remplacé par le suivant:

Si un membre du Bureau des Commissaires manque d'assister, pour toute raison que ce soit, aux séances du Bureau des Commissaires, durant 3 mois consécutifs, il devient déchu par le fait même de son droit de siéger pour la balance de son terme d'office et son remplaçant est élu comme susdit; mais si la maladie est la cause de son absence aux séances du Bureau des Commissaires, durant six mois consécutifs, le Commissaire déchu aura droit au tiers de son traitement durant la balance de son terme.

Ladite proposition étant mise aux voix, la Commission se partage:

Pour: Tétreau et Dubeau—2.

Contre: Dandurand, Brodeur, O'Connell et L.-A. Lapointe—4.

Ainsi elle est négativée.

L'amendement à l'article 21q est alors adopté tel que rédigé. (MM les échevins Tétreau et Dubeau dissidents).

L'article 22 de la loi 62 Vict., chap. 58, est abrogé.

L'article 26 de la loi 62 Vict., chap. 58, est abrogé.

L'article 27 de la loi 62 Vict., chap. 58, est amendé en ajoutant après le mot "suivant", dans la 5ième ligne, les mots suivants: "Et à l'assemblée mensuelle du mois de mai, il élera deux de ses membres, l'un pour remplir les fonctions de Maire-suppléant pour les trois mois suivants, et l'autre pour les trois autres mois suivants."

L'article 29 de la loi 62 Vict., chap. 58, est amendé en ajoutant à la fin dudit article les mots suivants: Le mot "Cité" signifie tout territoire ou quartier nouvellement annexé à la Cité.

Son Honneur le Maire J.-J.-E. Guerin prend son siège.

L'amendement suivant est alors lu.

L'article 39 de la loi 62 Vict., chap. 58, tel que remplacé par l'article 4 de la loi 9 Edouard VII, chap. 51, est de nouveau remplacé par le suivant:

"39. Chaque échevin reçoit, à même les fonds de la Cité comme indemnité ou compensation pour ses services pendant son terme d'office, une somme annuelle de \$1,000.00, pourvu qu'il soit retranché de cette indemnité, à chaque

Moved in sub-amendment by Alderman Dandurand:

That the said amendments to article 21o and 21p be confirmed as drafted.

The Committee divided on the said sub-amendment:

Yeas: Dandurand, O'Connell, L. A. Lapointe—3.

Nays: Brodeur, Tétreau, Dubeau—3.

So it passed in the negative.

The amendment moved by Ald. Tétreau being put, the Committee divided:

Yeas: Brodeur, Tétreau, Dubeau—3.

Nays: Dandurand, O'Connell, L. A. Lapointe—3.

So it passed in the negative.

The main motion being put, the Committee divided:

Yeas: Brodeur, Dubeau—2.

Nays: Dandurand, Tétreau, O'Connell, L. A. Lapointe—4.

So it passed in the negative.

Ald. O'Connell then moved that article 21o be amended so that the salary of the members of the Board of Commissioners, including the Mayor, be fixed at \$10,000 per annum.

The said motion being put, the Committee divided:

Yeas: Dandurand, O'Connell, L. A. Lapointe—3.

Nays: Brodeur, Tétreau, Dubeau—3.

So it passed in the negative.

Article 21q being read,

Art. 21q. of the Act 9 Ed. VII, ch. 82, is repealed and replaced by the following:

"21q. In the event of the death, resignation, refusal to act, or repeated absences without any valid reason, of one of the Commissioners, or of a permanent or chronic infirmity, preventing him from performing his duties, the Council shall appoint his substitute for the balance of the term."

Ald. Tétreau moved

That the said article be replaced by the following:

"If a member of the Board of Commissioners fails to attend, for any reason whatever, to the meetings of the Board of Commissioners for 3 consecutive months, he becomes *ipso facto* divested of the right to sit for the balance of his term of office and his substitute is elected as aforesaid; but if illness is the cause of his absence from the sittings of the Board of Commissioners during six consecutive months, the Commissioner so divested shall have the right to one-third of his salary during the balance of his term.

The said motion being put,

The Committee divided:

Yeas: Tétreau, Dubeau—2.

Nays: Dandurand, Brodeur, O'Connell, L. A. Lapointe—4.

So it passed in the negative.

The amendment to article 21q was then adopted as drafted. (Ald. Tétreau and Dubeau dissenting).

Article 22 of the Act 62 Vict., chap. 58 is repealed.

Article 26 of the Act 62 Vict., chap. 58 is repealed.

Article 27 of the Act 62 Vict., chap. 58, is amended by adding thereto after the word "months" in the fourth line, the following words: "and at the monthly meeting of the month of May, it shall elect two of its members to act as acting mayor; one for the first three following months, and the other one during the other ensuing three months."

Article 29 of the Act 62 Vict., chap. 58 is amended by adding at the end of said article the following words: "The word "City" shall mean any territory or ward newly annexed to the City."

His Worship the Mayor, Hon. J. J. E. Guerin took his seat.

The following amendment was then read.

Article 39 of the law 62 Vict., chap. 58, as replaced by article 4 of the Act 9 Edward VII, chap. 51, is again replaced by the following:

"39. Each alderman shall receive, out of the funds of the City, as an indemnity or compensation for his services during his term of office, an annual sum of \$1,000, provided that there shall be deducted from such indemnity

échevin une somme de dix piastres chaque fois qu'il manque d'assister à une assemblée régulière du Conseil."

M. l'échevin Dandurand

Propose: Que cet amendement soit adopté tel que rédigé.

La Commission se partage:

Pour: Dandurand, Brodeur, Tétreau, Dubeau et Son Honneur le Maire Guerin—5.

Contre: O'Connell et L.-A. Lapointe—2.

Ledit amendement est ainsi adopté.

L'amendement suivant à l'article 40 est lu.

L'article 40 de la loi 62 Vict., chap. 58, tel que remplacé par la loi 3 Edouard VII, chap. 62, section 5, et par l'article 5 de la loi 9 Edouard VII, chap. 81, est de nouveau remplacé par le suivant:

"40. Le Conseil peut en tout temps nommer des commissions spéciales pour s'enquérir de tous faits et matières qu'il juge à propos de leur soumettre, et ces commissions doivent s'enquérir de ces faits et matières et faire rapport pourvu que les attributions de telles commissions ne viennent pas en conflit avec les pouvoirs conférés au Bureau des Commissaires en vertu de la présente loi."

M. l'échevin Dandurand propose que cet amendement soit adopté tel que rédigé.

Proposé en amendement par l'échevin L.-A. Lapointe:

Que les mots "ou permanentes" soient ajoutés après le mot "spéciales".

Ledit amendement étant mis aux voix, la Commission se partage:

Pour: L.-A. Lapointe—1.

Contre: Dandurand, Brodeur, Tétreau, Dubeau, O'Connell et Son Honneur le Maire Guerin—6.

Ainsi il est négativé.

La motion principale étant mise aux voix, elle est adoptée. (M. l'échevin L.-A. Lapointe dissident).

L'article 41 de la loi 62 Vict., chap. 58, tel que remplacé par 3 Edouard VII, chap. 62, art. 5 est abrogé.

Les amendements suivants sont lus et adoptés

L'article 42 de la loi 62 Vict., chap. 58, tel que remplacé par 3 Edouard VII, chap. 62, Art. 6, est abrogé.

L'article 40 de la loi 62 Vict., chap. 58, tel que remplacé par 63 Vict., chap. 49, sec. 3, est abrogé.

Les articles 61 et 62 de la loi 62 Vict., chap. 58, tels qu'amendés par 62 Vict., chap. 49, sect. 4, sont remplacés par les suivants:

"61. Le premier décembre, le président du Bureau des Estimateurs transmet au greffier de la Cité la liste attestée des électeurs, qui la garde dans son bureau, où elle peut être examinée par les parties intéressées jusqu'à ce qu'elle soit définitivement révisée."

"62. Sur réception de la liste qui lui est remise par le président du Bureau des Estimateurs, le greffier de la Cité fait immédiatement insérer dans deux journaux français et deux journaux anglais un avis, suivant la formule No 2, de la révision de la liste des électeurs, fixant le jour et l'endroit où la liste de chacun desdits quartiers sera révisée."

L'article 87 de la loi 62 Vict., chap. 58, est abrogé.

L'amendement suivant est lu.

L'article 125 de la loi 62 Vict., chap. 58, est abrogé et remplacé par le suivant:

"125. Un ou deux compartiments doivent être ménagés dans la salle de votation, et installés de manière que chaque votant soit soustrait à la vue, et puisse marquer son bulletin de vote sans interruption ou intervention de la part de qui que ce soit.

Chaque sous-officier doit ouvrir le bureau de votation qui lui est assigné à huit heures du matin, et doit le tenir ouvert jusqu'à six heures du soir.

Il doit recevoir pendant ce temps, en la manière ci-après prescrite, tous les votes des électeurs qui ont droit de voter à ce bureau et qui demandent à le faire.

M. l'échevin Tétreau

Propose: Que les heures de votation soient de 9 heures a. m. à 7 heures p. m.

La Commission se partage:

Pour: Tétreau, O'Connell et L.-A. Lapointe—3.

a sum of \$10 for every failure on the part of any Alderman to attend a regular meeting of the Council."

Ald. Dandurand moved that the said amendment be adopted as drafted.

The Committee divided:

Yeas: Dandurand, Brodeur, Tétreau, Dubeau and His Worship Mayor Guerin—5.

Nays: O'Connell and L. A. Lapointe—2.

So it was carried.

The following amendment to article 40 was read:

Article 40 of the act 62 Vict., chap. 58, as replaced by the act 3 Edward VII, chap. 62, section 5, and by article 5 of the act 9 Edward VII, chap. 81, is again replaced by the following:

"40. The Council may, at any time appoint special Committees to inquire into any facts or matters which it may deem advisable to submit to them, and such Committees shall inquire into such facts and matters and report thereon, provided that the attributions of such Committees do not conflict with the powers conferred upon the Board of Commissioners under this Act."

Ald. Dandurand moved that the said amendment be adopted as drafted.

Moved in amendment by Ald. L. A. Lapointe,

That the words "or permanent" be added after the word "special".

The said amendment being put, the Committee divided:

Yea: L. A. Lapointe—1.

Nays: Dandurand, Brodeur, Tétreau, Dubeau, O'Connell and His Worship Mayor Guerin—6.

So it passed in the negative.

The main motion being put, it was carried. (Ald. L. A. Lapointe dissident).

Article 41 of the act 62 Vict., chap. 58, as replaced by 3 Edward VII, chap. 62, art. 5, is repealed.

The following amendments were read and adopted.

Article 42 of the act 62 Vict., chap. 58, as replaced by 3 Edward VII, chap. 62, art. 6, is repealed.

Article 40 of the act 62 Vict., chap. 58, as replaced by 63 Vict., chap. 49, sec. 3, is repealed.

Articles 61 and 62 of the act 62 Vict., chap. 58, as amended by 62 Vict., chap. 49, sect. 4, are repealed and the following substitute therefor:

"61. On the 1st of December, the chairman of the Board of Assessors shall transmit the certified voters' lists to the City Clerk, who shall keep the same in his office, where it may be examined by the interested parties until finally revised."

"62. On receipt of the list delivered to him by the chairman of the Board of Assessors, the City Clerk shall forthwith cause to be inserted in two French and two English newspapers a notice of the revision of the voters' list, as per form 2, stating the day and place where the list for each ward shall be revised."

Article 87 of the act 62 Vict., chap. 58 is repealed.

The following amendment was read:

Article 125 of the act 62 Vict., chap. 58, is repealed and replaced by the following:

"125. One or two compartments shall be made within the room, so arranged that each voter may be screened from observation, and so that he may mark his ballot paper without interference or interruption from any person person whomsoever."

"Each deputy returning officer shall open the poll assigned to him at the hour of eight o'clock in the forenoon and shall keep the same open until six o'clock in the afternoon."

"He shall during that time, receive, in the manner hereinafter prescribed, the votes of the electors duly qualified to vote at such poll and applying to vote thereat."

Ald. Tétreau moved:

That the voting hours shall be from 9 o'clock a. m. until 7 o'clock p. m.

The Committee divided:

Yeas: Tétreau, O'Connell and L. A. Lapointe—3.

Contre: Dubeau, Brodeur, Dandurand et Son Honneur le Maire Guerin—4.

Ainsi elle est négative.

M. l'échevin Brodeur propose alors

Que l'amendement tel que rédigé soit adopté.

Proposé en amendement par M. l'échevin O'Connell,

Que les heures de votation soient de 9 heures a. m. à 8 heures p. m.

Ledit amendement étant mis aux voix, la Commission se partage:

Pour: Tétreau et O'Connell—2.

Contre: Dandurnad, Brodeur, Dubeau, L.-A. Lapointe et Son Honneur le Maire Guerin—5.

Ainsi il est négative.

La motion principale étant mise aux voix, elle est adoptée. (M. l'échevin Tétreau dissident).

Les amendements suivants sont lus et approuvés.

L'article 163 de la loi 62 Vict., chap. 58, est abrogé et remplacé par le suivant:

"163 A six heures du soir le bureau est fermé et la votation est close; il en est fait une entrée au cahier de votation."

L'article 300b, tel qu'amendé par 4 Edouard VII, chap. 49, Art. 3, est amendé en remplaçant les mots "Commission des Marchés", par les mots "Bureau des Commissaires."

L'article 318 de la loi 62 Vict., chap. 58, est amendé en remplaçant dans la 11^{ème} ligne les mots "Sous-officiers-rapporteur" par les mots "le greffier de la Cité".

L'article 333 de la loi 62 Vict., chap. 58, tel que remplacé par la loi 8 Edouard VII, chap. 85, est amendé en remplaçant les mots "Commission des Finances" par les mots "Bureau des Commissaires."

L'article 336 de la loi 62 Vict., chap. 58, est abrogé et remplacé par le suivant:

"336. Aucune résolution du Conseil ou rapport ou résolution du Bureau des Commissaires autorisant ou recommandant la dépense de sommes d'argent n'est adopté ou n'a d'effet avant qu'un certificat du contrôleur soit produit établissant qu'il y a des fonds à la disposition de la Cité pour le service et les fins pour lesquelles cette dépense est projetée."

30.—L'article 338 de la loi 62 Vict., chap. 58 tel que remplacé par la loi 9 Edouard VII, chap. 81, sec. 13, est de nouveau remplacé par le suivant:

"338. Tout membre du Conseil ou du Bureau des Commissaires qui autorise verbalement, par écrit, par son vote ou tacitement, une dépense d'argent excédant le montant préalablement voté et légalement mis à la disposition du Conseil ou du Bureau des Commissaires, peut, à la discrétion du tribunal, selon la gravité de l'irrégularité ou de l'illégalité, être tenu personnellement responsable, ou être déclaré déchu de son droit de siéger comme membre du Conseil ou comme membre du Bureau des Commissaires ou être déclaré incapable d'être réélu à la charge d'échevin ou de Commissaire pendant une période de deux ans à partir de la commission de l'irrégularité ou de l'illégalité ou être condamné à toutes ces pénalités, ou même en être déclaré indemne.

"Et dans tous les cas, les responsabilités et déchéances édictées par cet article n'auront pas lieu lorsque le Conseil, à la majorité absolue de ses voix, aura autorisé, ratifié ou confirmé telle dépense d'argent comme valable et légitime."

L'article 345 tel que remplacé par 8 Ed VII, chap. 85, art. 11, est amendé en remplaçant les mots "à la Commission des Finances", par les mots "Au Conseil."

L'article 351b, ajouté par la loi 7 Ed. VII, chap. 63, art. 15, et tel qu'amendé par la loi 8 Ed. VII, ch. 85, sect. 17, est amendé en remplaçant le chiffre "2" par le chiffre "3".

L'article 394 de la loi 62 Vict. chap. 58, tel que remplacé par 9 Edouard VII, chap. 81, art. 19, est amendé en remplaçant le mot "Décembre" par le mot "Novembre".

L'article suivant est ajouté après l'art. 460 de la loi 62 Vict., ch. 58:

"460a. Aucune contestation d'un rôle de répartition ne sera légale à moins que les montants sur lesquels porte la contestation n'aient été payés; et dans le cas où le rôle serait par la suite mis de côté ou modifié, le montant qui

Nays: Dubeau, Brodeur, Dandurand and His Worship the Mayor Guerin—4.

So it passed in the negative.

Ald. Brodeur then moved:

That the amendment as drafted be adopted.

Ald. O'Connell moved in amendment:

That the voting hours be fixed from 9 o'clock a. m. until 8 o'clock p. m.

The said amendment being put the Committee divided:

Yeas: Tétreau and O'Connell—2.

Nays: Dandurand, Brodeur, Dubeau, L. A. Lapointe and His Worship Mayor Guerin—5.

So it passed in the negative.

The main motion being put, it was carried. (Ald. Tétreau dissenting).

The following amendments were read and confirmed.

Article 163 of the act 62 Vict., chap. 58, is repealed and replaced by the following:

"163. At six o'clock in the evening, the voting-room shall be closed, the voting shall cease and an entry thereof shall be made in the poll-book."

Article 300b as amended by 4 Edward VII, chap. 49, art. 8, is amended by substituting to the words "Market Committee", the words "Board of Commissioners."

Article 318 of the act 62 Vict., chap. 58, is amended by substituting in the first line the words "City Clerk" to the words "deputy-returning officer."

Article 333 of the act 62 Vict., chap. 58, as replaced by the act 8 Edw. VII, chap. 85, is amended by replacing the words "Finance Committee" by the words "Board of Commissioners".

Article 336 of the act 62 Vict., chap. 58, is repealed and replaced by the following:

"336. No resolution of the Council, or report of resolution of the Board of Commissioners, authorizing or recommending the expenditure of any moneys shall be adopted or have any effect, until a certificate of the Comptroller is produced, establishing that there are funds at the disposal of the City for the service and purposes for which such expenditure is proposed."

Article 338 of the act 62 Vict., chap. 58, as replaced by 9 Edw. VII, chap. 81, sect. 13, is again replaced by the following:

"338. Every member of the Council or of the Board of Commissioners who authorizes, either verbally, or in writing, by his vote or tacitly, any expenditure of money exceeding the amount previously voted and legally placed at the disposal of the Council or of the Board of Commissioners, may, at the discretion of the Court, according to the gravity or the irregularity or illegality, be either held personally liable therefor or be declared disqualified to sit as a member of the Council or as a member of the Board of Commissioners, or be declared incapable of being re-elected to the office of Alderman or of Commissioners for a period of two years from the commission of the irregularity or illegality, or be condemned to all such penalties, or even be declared not liable thereto."

"And, in any case, the liabilities and disqualifications enacted by this Article shall not exist if the Council, by an absolute majority of its votes, has authorized, ratified or confirmed such expenditure of money as valid and legal."

Article 345 as replaced by 8 Edw. VII, chap. 85, art. 11, is amended by replacing the words "to the Finance Committee", by the words "to the Council."

Article 351b, added by the act 7 Edw. VII, chap. 63, art. 15, and as amended by the act 8 Edw. VII, chap. 85, sect. 17, is amended by replacing the figure "2" by the figure "3".

Article 394 of the act 52 Vict., chap. 58, as replaced by 9 Edw. VII, chap. 81, art. 19, is amended by substituting the word "November" to the word "December".

The following article is added after art. 460 of the act 62 Vict., chap. 58:

"460a. No contestation of any assessment roll shall be lawful until and unless the amounts taken exception to shall first have been paid; and in the event of the roll being afterwards set aside, or modified, the amount involved shall be refunded with interest."

aura été payé ou la différence sera remboursée avec intérêt."

L'article 356a, tel qu'ajouté par 7 Ed. VII, chap. 63, est abrogé et remplacé par le suivant:

"356a. Le trésorier de la Cité peut être autorisé par le Conseil sur rapport du bureau des Commissaires à se servir temporairement des fonds qui se trouvent dans le trésor, en quelque temps que ce soit, pour toutes fins légales dans le cours de l'administration des affaires de la Cité."

L'amendement suivant à l'article 477 étant lu

"Lorsque, à raison de la maladie ou de l'absence des recorders ou de l'un d'entre eux, un magistrat de police remplacera un des recorders, en vertu du statut c Ed. VII, ch. 43, il aura droit de recevoir de la Cité comme rémunération pour ses services la somme de \$10.00 par jour. Cette clause s'appliquera à tout magistrat de police qui aura temporairement remplacé un recorder depuis le 1er janvier 1910."

"Au bout de cinq ans de service, le traitement annuel d'un recorder sera augmenté de telle somme que le Conseil de Ville déterminera."

Sur proposition de M. l'échevin Tétreau, il est

Résolu: Que le premier paragraphe dudit amendement soit remplacé par le suivant:

Lorsque, à raison de la maladie ou de l'absence des recorders ou de l'un d'entre eux, un magistrat de police, un juge des sessions ou un recorder-suppléant remplacera un des recorders, il aura droit de recevoir de la Cité comme rémunération pour ses services la somme de \$10.00 par jour. Cette clause s'appliquera à tout magistrat de police, juge des sessions ou recorder-suppléant qui aura temporairement remplacé un recorder depuis le 1er janvier 1910. Ce recorder-suppléant est nommé par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil par Commission spéciale, sous le sceau de la Province et choisi parmi les membres du barreau de la Province, ayant exercé leur profession pendant cinq ans.

Le 2ième paragraphe est approuvé tel que rédigé.

Les amendements suivants sont lus et approuvés.

L'article 532 de la loi 62 Vict. chap. 58, est remplacé par le suivant:

532. Si, dans les affaires soumises au Conseil, il est nécessaire dans l'intérêt de la Cité de faire élucider des questions de fait par des témoins interrogés sous serment, ou s'il devient également nécessaire, dans l'intérêt de la Cité, d'instituer des enquêtes pour établir la vérité des représentations faites au Conseil, concernant des matières de son ressort, toute Commission chargée par le Conseil d'en faire l'investigation ou de s'en enquérir, peut faire signifier une assignation signée par son président à toute personne la sommant de comparaître devant cette Commission, afin de donner son témoignage sur les faits faisant le sujet de l'enquête, et la sommant également, si la chose est jugée à propos, de produire tous papiers ou documents en sa possession ou sous son contrôle et qui peuvent se rapporter à cette enquête ou question, ou qui sont décrits dans l'assignation.

Les articles 554 et 555 de la loi 62 Vict. chap. 58, tels qu'amendés par la loi 7 Edouard VII, chap. 63, art. 46, sont abrogés.

L'article 27 de la loi 9 Ed. VII, chap. 81, ss. 25, est remplacé par le suivant:

"25 Elargir la rue Rivard, depuis l'avenue Laurier, jusqu'à la rue Lamoricière au coût fixé par les Commissaires en expropriation."

La formule No 1 de la loi 62 Vict. chap. 58 est abrogée et remplacée par la suivante:

FORMULES

"No 1

"Formule mentionnée dans l'article 35.

"Serment du maire ou d'un échevin ou d'un commissaire.

"Je, A. B., élu maire (ou échevin ou commissaire selon le cas), de la Cité de Montréal, jure (ou affirme) que je serai un vrai et fidèle sujet de Sa Majesté le Roi Edouard VII (ou le souverain alors régnant), ses héritiers et successeurs, selon la loi; et je jure de plus que je remplirai fidèlement, et au meilleur de mon jugement et de ma capacité, les devoirs de la charge à laquelle j'ai été élu.

"Ainsi, que Dieu me soit en aide."

Article 356a, as added by 7 Edw. VII, chap. 63, sect. 17, is repealed and replaced by the following:

"356a. The City Treasurer may be authorized by the Council on a report from the Board of Commissioners, to make use temporarily of any funds which may be in the treasury, at any time, for any lawful purpose in the course of the administration of the affairs of the City."

The following amendment to article 477 being read,

"Whenever, by reason of the illness or absence of the Recorders or either of them, a Police Magistrate or a Judge of the Sessions or an acting-Recorder shall replace one of the Recorders, he shall be entitled to receive from the City, as remuneration for his services, the sum of \$10 per diem. This clause shall apply to any Police Magistrate Judge of the Sessions or acting-Recorder who may have temporarily replaced a Recorder since the 1st of January, 1910."

"After five years' service, the annual salary of the Recorder may be increased by such sum as the City Council shall determine."

On motion of Ald. Tétreau, it was

Resolved: That the first paragraph of said amendment be replaced by the following:

Whenever by reason of the illness or absence of the Recorders or either of them, a Police Magistrate, or Judge of the Sessions or an acting-Recorder shall replace one of the Recorders, he shall be entitled to receive from the City as remuneration for his services, the sum of \$10 per diem. This clause shall apply to any police magistrate, judge of the sessions or acting-Recorder who may have temporarily replaced a Recorder since the 1st of January, 1910. The said acting-Recorder shall be appointed by the Lt. Governor in Council, by special Commission, under the seal of the Province, and selected from among the members of the Bar of the Province having practised as such for at least 5 years.

The 2nd paragraph was approved of as drafted.

The following amendments were read and approved:

Art. 532 of the Act 62 Vict., chap. 58, is repealed and replaced by the following:

"532. If questions of fact arise in matters before the Council, which the interests of the City require to be investigated by the examination of witnesses on oath, and it also becomes necessary, in the like interest, to institute inquiries into the truth of representations which may be made to the Council respecting matters within its jurisdiction, the Committee appointed by the Council to investigate any such question or to make such inquiry, may issue a summons signed by its chairman requiring any person to appear before such Committee, for the purpose of giving evidence touching such question or inquiry, and, if judged expedient, to produce any papers or documents in his possession, or under his control, bearing upon such question or inquiry, or described in such summons."

Articles 554 and 555 of the Act 62 Vict., chap. 58, as amended by the Act. 7 Edw. VII, chap. 63, art. 46, are hereby repealed.

Art. 27 of the Act 9 Edw. VII, chap. 81, ss. 25, is repealed and replaced by the following:

"25. To widen Rivard street, from Laurier Avenue to Lamoricière street, at the cost fixed by the expropriation Commissioners."

Form No 1 of the Act 62 Vict., chap 58, is repealed and the following substituted therefor:

FORMS

"No. 1.

"Form mentioned in Art. 35.

"Oath of Mayor or Alderman or Commissioner.

"I, A. B., having been elected Mayor (or Alderman or Commissioner as the case may be), of the City of Montreal, do swear (or affirm) that I will faithful and true allegiance bear to His Majesty King Edward VII (or the reigning Sovereign for the time being), his heirs and successors, according to law; and I further swear that I will faithfully perform and fulfil, according to the best of my judgment and ability the duties of the office to which I have been elected. So help me God."

L'article suivant est ajouté:

"La Cité devra payer en sus de la moitié du coût de l'expropriation se rapportant à l'expropriation de la rue Saint-Antoine, depuis la rue Guy jusqu'aux limites ouest de la Cité, une somme de \$32,592.29, représentant la moitié des indemnités qui ont été accordées à certains propriétaires qui avaient construit en dehors de la ligne homologuée et qui est à la charge des propriétaires situés du côté Nord et du côté Sud de ladite rue, entre la rue Guy et les limites Ouest de la Cité.

"La Cité est autorisée en faisant son rôle de répartition pour ladite expropriation à prendre comme front la façade de l'immeuble du Dr Gray sur le Square Richmond, au lieu de prendre comme front le côté de la maison dudit Dr Gray faisant face à la rue Saint-Antoine."

Les contrats intervenus tant avec la Compagnie du chemin de fer du Pacifique qu'avec la Compagnie Lachine, Jacques-Cartier et Maisonneuve Railway, au sujet de la fermeture de certaines rues sont ratifiés.

Adjournement.

JULES CREPEAU,
Secrétaire.

COMMISSION SPECIALE *re* REVISION DES REGLEMENTS CONCERNANT LA CONSTRUCTION DES BATIMENTS

Compte rendu de l'assemblée du 11 mars.

Sont présents: MM. les échevins Resther, président, Leclaire, Clément et O'Connell, MM. Alcide Chaussé, inspecteur des Bâtiments, J.-R. Gardiner et J. Venne, représentant l'Association des Architectes de la Province de Québec, et M. T. Charpentier, représentant l'Association des Entrepreneurs en construction.

M. le président remercie les membres présents d'avoir bien voulu répondre à son invitation. Il fait remarquer que cette première assemblée ne peut être que préliminaire, et il suggère que le secrétaire soit prié de soumettre à la Commission les lettres qui ont été reçues.

1.—Sont alors soumises et lues les communications suivantes:

(a) Du Chef du Service des Incendies, demandant que les pouvoirs du chef de police, du chef des pompiers et de l'inspecteur des édifices soient plus clairement définis qu'ils ne le sont actuellement par l'article 99 du Règlement 260, concernant les théâtres, dont l'ambiguïté du texte pourrait donner lieu à des conflits, et recommandant à la Commission de donner une attention toute particulière à cette section du règlement No 260, telle qu'amendée.

Délibération remise.

(b) De M. G.-A. Marsan, avocat, suggérant à la Commission de s'adjoindre un ou deux avocats pour aider à la révision et à la codification des règlements relatifs à la construction des Bâtiments.

Après délibération, à la demande de M. le président, M. Archambault, avocat de la Cité, se présente devant la Commission, et après avoir lu la lettre de M. Marsan, il déclare qu'un avocat devrait suivre le travail de cette Commission, et qu'à l'avenir un des avocats du Département en Loi assisterait aux séances du Comité au cas où l'on aurait besoin de ses lumières.

Ladite lettre est alors déposée sur le bureau.

(c) De M. J.-H. Lauer, secrétaire de l'Association des Entrepreneurs en construction, adressée à M. l'échevin Resther, au sujet de contrats entre un entrepreneur-général et un sous-entrepreneur.

Délibération remise.

2.—Soumise une requête des citoyens qui résident sur l'Avenue Green, entre les rues St-Antoine et St-Jacques, s'opposant à la construction de manufactures sur la rue Brewster, entre les rues St-Antoine et St-Jacques.

Délibération remise.

3.—M. T. Charpentier, représentant l'Association des Entrepreneurs en construction, et M. J. Venne, représentant l'Association des Architectes de la Province de Québec, soulèvent la question de rémunération pour les repré-

The following Article is added:

"The City shall pay, in addition to one-half of the cost of the expropriation of St. Antoine street from Guy street to the Western limits a sum of \$32,892.29, representing one-half of the indemnities awarded to certain proprietors who had built outside of the homologated line and chargeable to the owners of real estate situated on the North and South sides of said street, between Guy street and the Western limits.

"The City is authorized in making its apportionment roll for the said expropriation, to take as frontage the face of Dr. Gray's property, on Richmond Square, instead of taking as frontage the side of the house of the said Dr. Gray fronting on St. Antoine street."

The contracts entered into with both the Canadian Pacific Railway Company and the Lachine, Jacques-Cartier & Moissonneuve Railway Company anent the closing of certain streets were ratified.

Adjournment.

JULES CREPEAU,
Secretary.

SPECIAL COMMITTEE *re* REVISION OF THE BY-LAWS CONCERNING THE ERECTION OF BUILDINGS

Report of meeting held the 11th of March.

Present: Ald. Resther, chairman, Leclaire, Clément and O'Connell, Messrs. A. Chaussé, Building Inspector, J. R. Gardiner and J. Venne, representing the Architects' Association of the Province of Quebec, and Mr. T. Charpentier, representing the Builders' Exchange.

The chairman thanked the members present for having kindly complied with his invitation. He pointed out that this first sitting was but a preliminary meeting, and he suggested that the Secretary be requested to submit to the Committee the letters which were received.

1.—The following communications were then submitted and read:

(a) From the Chief of the Fire Department, asking that the powers of the Chief of Police, of the Chief of the Fire Brigade and of the Building Inspector be more clearly defined than they now are by Art. 99 of by-law No. 260, concerning theatres, the ambiguous wording of which might give rise to some conflicts, and recommending to the Committee to give particular attention to this section of by-law No. 260, as amended.

Consideration deferred.

(b) From Mr. G. A. Marsan, barrister, suggesting that the Committee secure the services of one or two barristers to aid them in revising and consolidating the by-laws concerning the erection of buildings.

After due deliberation, at the request of the chairman, Mr. Archambault, City Attorney, appeared before the Committee, and, after having read Mr. Marsan's letter, he stated that a barrister should be present at the deliberations of the Committee, and that hereafter one of the City Attorneys would attend the meetings of the Committee in case his assistance should be needed.

The said letter was then laid on the table.

(c) From Mr. J. H. Lauer, Secretary of the Builders' Exchange, addressed to Ald. Resther, in connection with contracts between a general contractor and a sub-contractor.

Consideration deferred.

2.—Submitted a petition from citizens residing on Green Avenue, between St. Antoine and St. James, objecting to the erection of factories on Brewster street, between St. Antoine and St. James streets.

Consideration deferred.

3.—Mr. T. Charpentier, representing the Builders' Exchange, and Mr. J. Venne, representing the Architects' Association of the Province of Quebec, raised the question

sentants de ces Associations qui forment partie de la Commission Spéciale, déclarant que ce travail serait long et qu'il ne serait pas juste qu'ils donnent leur temps gratuitement.

Un débat s'engageant, M. Archambault, avocat de la Ville, après délibération, déclare que seules ces Associations peuvent s'adresser au Conseil et demander que leurs représentants soient rémunérés.

4.—M. Alcide Chaussé, inspecteur des Bâtiments, informe la Commission qu'il a écrit à plusieurs Villes Américaines pour leur demander de lui fournir des copies de leurs règlements, etc., et que, plusieurs de ces Villes s'étaient déjà rendues à sa demande.

Résolu: D'approuver ce qu'a fait l'inspecteur des Edifices à ce sujet.

Adjournement.

Z.-S. MELOCHE,
Secrétaire.

COMMISSION SPECIALE D'ANNEXION

Compte rendu de l'Assemblée du 11 mars.

Sont présents: MM les échevins Mayrand, président, Roux, Prud'homme, Boyd, Clément, Gauvin, Tétreau, Leclaire.

M. P.-O. Lavallée, C.R., avocat de la Cité, est aussi présent.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et confirmé.

1.—Une délégation composée de MM. O. Germain, Méri-neau, Leclaire et autres, propriétaires de Maisonneuve, se présente devant la Commission et demande que la Cité fasse les procédures nécessaires à l'annexion de ladite ville de Maisonneuve, alléguant que le Conseil de cette municipalité est opposé à cette annexion, et que l'intérêt des petits propriétaires l'exige.

Après discussion, il est convenu que cette délégation fera signer, par le plus grand nombre de propriétaires possible, une requête à cette fin, qui sera soumise à cette Commission en même temps qu'un état financier complet de la ville de Maisonneuve.

2.—Une délégation des propriétaires suivants de certaine partie de la Ville de Longue-Pointe, savoir: MM. Geo Hogg, J.-O. Gravel, J.-N. Drummond, H. Audette et C.-E. Gravel, représentés par M. L.-A. Lavallée, C.R., se présente devant la Commission.

M. Lavallée, après avoir énuméré les avantages qui résulteraient de l'annexion à Montréal de la partie du territoire de ladite ville de Longue-Pointe ci-après décrite, demande, au nom de ces propriétaires, qu'une clause décrétant cette annexion soit incluse dans le projet des amendements à la Charte de la Cité.

Il est alors,

Sur proposition de M. l'échevin Prud'homme,

Résolu: Que la Commission de Législation soit priée d'insérer, dans ledit projet des amendements à la Charte qui sera présenté à la Législature, à sa prochaine session, une clause décrétant l'annexion à la Cité de Montréal de cette partie de la ville de Longue-Pointe bornée au Sud-est par le fleuve Saint-Laurent, au Sud-Ouest par la ville de Maisonneuve, la côte de la Visitation et la paroisse du Sault-au-Récollet, au Nord-est par les numéros 332, 441, 442 et 440 de la paroisse de la Longue-Pointe, et au Nord-ouest par la côte de la Visitation, la paroisse du Sault-au-Récollet et les numéros 441, 440 et 439 de la paroisse de la Longue-Pointe.

3.—Une délégation du village de Ahuntsic, composée de MM. S. Gaudry, maire, T. Bastien, J.-N. Primeau, F.-X. Perras, J.-R. Terrill, Louis Latendresse, conseillers, A.-A. Prieur, secrétaire-trésorier, et F.-C. Laberge, ingénieur-civil, se présente devant la Commission en rapport avec l'annexion.

Après quelques pourparlers, cette délégation convient de faire parvenir à la Commission un mémoire contenant les conditions de telle annexion et tous documents concernant ledit village de Ahuntsic, tel que demandé par le secrétaire, suivant résolution passée à la dernière séance.

of remunerating the representatives of these Associations on the Special Committee, and stated that the work to be done was quite extensive and that they could not reasonably be expected to give their time gratuitously.

And a debate arising, Mr. Archambault, City Attorney, after due deliberation, stated that these Associations could alone apply to Council and ask that their representatives be remunerated.

4.—Mr. A. Chaussé, Building Inspector, informed the Committee that he had written to different American Cities, asking them to send him copies of their by-laws, etc., and that several of these Cities had complied with his request.

Resolved: To concur in the action of the Building Inspector in this connection.

Adjourned.

Z. S. MELOCHE,
Secretary.

SPECIAL COMMITTEE ON ANNEXATION

Report of meeting held the 11th of March.

Présent: Ald. Mayrand, chairman, Roux, Prud'homme, Boyd, Clément, Gauvin, Tétreau, Leclaire.

Mr. P. O. Lavallée, K.C., City attorney, also attended the meeting.

The minutes of the last meeting were read and confirmed.

1.—A delegation, composed of Messrs O. Germain, Méri-neau, Leclaire and others, proprietors of Maisonneuve, appeared before the Committee and asked the City to take the necessary steps to annex the town of Maisonneuve, stating that the Council of said municipality was opposed to said annexation, but that the same would be in the interest of small proprietors.

After discussion, it was agreed that the delegation shall have a petition to that effect signed by as many as possible of proprietors, to be submitted to this Committee together with a complete financial statement of the town of Maisonneuve.

2.—A delegation of the following proprietors of a certain part of the town of Longue-Pointe, to wit:

Messrs Geo. Hogg, J. O. Gravel, J. N. Drummond, H. Audette and C. E. Gravel, represented by L. A. Lavallée, K.C., appeared before the Committee.

Mr. Lavallée, after having enumerated the advantages to be derived from the annexation to Montreal of the herein-after described part of the territory of the said town of Longue-Pointe, asked, on behalf of said proprietors, that a clause enacting said annexation be included in the draft of amendments to the City charter.

On motion of Ald. Prud'homme, it was then

Resolved: That the Legislation Committee be requested to include in the said draft of amendments to the charter which shall be presented to the Legislature, at its next session, a clause enacting the annexation to the City of Montreal of that part of the town of Longue-Pointe, bounded to the South-east by the river St Lawrence to the South-west by the town of Maisonneuve, Côte Visitation and the parish of Sault-au-Récollet, to the North-east by Nos. 332, 441, 442 and 440 of the parish of Longue-Pointe, and to the North-west by Côte Visitation, the parish of Sault-au-Récollet and Nos. 441, 440 and 439 of the parish of Longue-Pointe.

3.—A delegation from the village of Ahuntsic, composed of Messrs. S. Gaudry, mayor, T. Bastien, J. N. Primeau, F. X. Perras, J. R. Terrill, Louis Latendresse, Councillors, A. A. Prieur, secretary-treasurer, and F. C. Laberge, Civil engineer, appeared before the Committee in connection with the annexation.

After discussion, the delegation agreed to send to the Committee a memo containing the conditions of such annexation and all documents concerning the said village of Ahuntsic, as requested by the secretary in accordance with a resolution passed at the last meeting.

4.—Soumises (a) une lettre de M. Geo. Marcil, Maire de Notre-Dame de Grâce, en rapport avec le projet d'annexion de cette ville à la Cité de Montréal, (b) copie de certaines résolutions du Conseil de ladite ville, annulant tout ce qui a été fait relativement au règlement pourvoyant à cette annexion.

Attendu que la légalité de ces résolutions est contestée et que le Greffier de la Cité a déjà accusé réception de ces communications, il est, sur la proposition de M. l'échevin Prud'homme,

Résolu: Que ces documents soient déposés sur le bureau.

Il est aussi, sur la proposition de M. l'échevin Leclaire,

Résolu: Que le secrétaire soit autorisé à se procurer copie certifiée de ces résolutions contenant le nom des membres présents à l'assemblée où elles ont été passées.

5.—Soumis et lus les documents suivants, savoir:

(a) Lettres des secrétaires-trésoriers de la ville de Verdun et du village du Sault-au-Récollet, déclarant que les Conseils de ces municipalités ne sont pas favorables à l'annexion,

(b) Copie de résolutions du Conseil municipal de la Ville Emard en rapport avec l'annexion.

Déposés aux archives.

6.—*Résolu*: Que demande soit faite à la Commission de Législation d'insérer dans le projet des amendements à la Charte une clause à l'effet de faire décréter par la Législature que les municipalités établies ou à être établies dans l'île de Montréal n'auront pas un pouvoir d'emprunt supérieur à celui de la Cité de Montréal, savoir 15 p. c. de la valeur des immeubles imposables.

Ajournement.

J.-E. GAUTHIER,
Secrétaire.

COMMISSION SPECIALE DE LEGISLATION

Compte rendu de la séance du 11 mars.

Sont présents: MM. les échevins L.-A. Lapointe, président, Dandurand, Dubeau, Brodeur, Tétreau, O'Connell, et Son Honneur le Maire Guérin.

Assistent aussi à l'assemblée, MM. les échevins Gauvin, Mayrand, Lamoureux, Garceau et Prud'homme, M. L.-J. Loranger, aviseur légal de l'Association des Citoyens, A. Bienvenu, surintendant du département des Licences et M. Jos Ainey, Commissaire de la Cité de Montréal et M. L.-J. Ethier, avocat en chef de la Cité.

Le secrétaire soumet un projet de rapport au sujet des amendements à la charte, lequel est approuvé et signé séance tenante.

M. L.-J. Ethier, avocat en chef de la Cité fait rapport à la Commission qu'il a mis à l'étude la question de l'établissement d'une cour de jeunes délinquants et qu'il a eu des entrevues avec les magistrats de police à ce sujet. Il croit que cette cour peut être établie et maintenue moyennant une dépense annuelle de sept à huit mille dollars, y compris les appointements du magistrat.

Et un débat s'en suivant, il est

Résolu: De prier l'avocat de la Cité de rédiger un amendement à la charte permettant à la Cité de contribuer, après arrangement au préalable avec le Gouvernement provincial, à l'établissement et au maintien d'une cour de jeunes délinquants, ainsi que d'une maison de détention et d'une maison d'industrie pour ces jeunes délinquants, et au paiement du personnel requis pour cette fin: et particulièrement pour protéger la Cité de Montréal contre les autres municipalités quant aux frais à encourir à ce sujet.

Soumis un avis de motion de M. l'échevin Resther au sujet de la nomination d'une Commission spéciale pour l'administration du département de Police.

Résolu: De prier l'avocat de la Cité de rédiger un amendement à la charte autorisant le Conseil à constituer une Commission de Police à laquelle ledit Conseil pourra attribuer tous les pouvoirs, privilèges et autorité qu'il jugera à propos, qui pourra être composée d'échevins ou de citoyens qualifiés en dehors du Conseil.

4.—Submitted (a) a letter from Mr. Geo. Marcil, mayor of Notre-Dame de Grâce, in connection with the proposed annexation of said town to the City of Montreal, (b) copy of certain resolutions of the Council of said town, cancelling all what had been done concerning the by-law providing for said annexation.

Whereas the legality of said resolutions are contested and that the City clerk has already acknowledge reception of said communications,

On motion of Ald. Prud'homme, it was

Resolved: That the said documents be laid on the table.

It was also, on motion of Ald. Leclaire,

Resolved: That the secretary be authorized to obtain a certified copy of said resolution containing the names of the members present at the meeting when they were passed.

5.—Submitted and read the following documents, to wit:

(a) Letters from the secretary-treasurers of the town of Verdun and of the village of Sault-au-Récollet, stating that the Councils of said municipalities were not in favor of the annexation,

(b) Copy of resolutions of the Municipal Council of Ville Emard in connection with the annexation.

Filed of record.

6.—*Resolved*: That the Legislation Committee be requested to include in the draft of amendments to the Charter a clause enacting that the municipalities established or to be established in the Island of Montreal shall not have a borrowing power superior to that of the City of Montreal, to wit 15 p. c. of the value of taxable immoveable property.

Ajourned.

J. E. GAUTHIER,
Secretary.

SPECIAL COMMITTEE ON LEGISLATION

Report of meeting held the 11th of March.

Present: Ald. L. A. Lapointe, chairman, Dandurand, Dubeau, Brodeur, Tétreau, O'Connell and His Worship Mayor Guerin.

There were also present: Ald. Gauvin, Mayrand, Lamoureux, Garceau and Prud'homme, Mr. L. J. Laronger, legal adviser of the Citizens' Association, A. Bienvenu, superintendent of the License department, and Messrs. Jos. Ainey, Commissioner of the City of Montreal and L. J. Ethier, chief City attorney.

The secretary submitted a draft of report on the amendments to the City charter, which was approved of and signed during the sitting.

Mr. L. J. Ethier, chief City attorney, reported to the Committee that he had studied the question of establishing a court for young offenders and that he had interviews with the Police Magistrate in this connection. He estimated that the said Court could be established and maintained with an expenditure of about eight thousand dollars a year, including the salary of the magistrate.

And a debate arising, it was

Resolved: That the City attorney be requested to draft an amendment to the City charter to allow the City to contribute, after a previous agreement with the Provincial government, to the establishment and maintenance of a Court for young offenders, as well as of a house of detention and house of industry for such young offenders and also to the payment of the staff required for such purpose; and more specially to protect the City of Montreal against the other municipalities regarding the cost to be incurred in this connection.

Submitted a notice of motion by Ald. Resther, in connection with the appointment of a special Committee for the administration of the Police department.

Resolved: That the City attorney be instructed to prepare an amendment to the City charter authorizing the City to appoint a Police Committee upon which the said Council may confer all powers, privileges and authority it may deem advisable to confer, to be composed of aldermen or qualified citizens outside of the Council.

Soumise une résolution de la Commission Spéciale d'Annexion, recommandant que le projet de règlement d'annexion de la Ville de Notre-Dame de Grâce, tel qu'adopté en deuxième lecture par le Conseil municipal de Montréal et tel qu'approuvé le 10 janvier 1910, par le Conseil de ladite Ville de Notre-Dame de Grâce, soit inséré dans le projet d'amendements à la charte qui doit être soumis à la Législature.

Résolu: De prier l'avocat de la Cité de rédiger un projet d'amendements à la charte dans ce sens et de le soumettre à la prochaine séance de cette Commission.

Soumise aussi des résolutions de la Commission d'Annexion, recommandant que certains amendements soient insérés dans le bill de la Cité.

(a) Décrétant l'annexion à la Cité de Montréal de cette partie de la Ville de Longue Pointe, bornée au Sud-est par le fleuve Saint-Laurent, au Sud-ouest par la Ville de Maisonneuve, au Nord-est par la paroisse de St-Jean de Dieu et au Nord-ouest par la municipalité de Saint-Léonard.

(b) Décrétant que les municipalités établies ou à être établies dans l'Île de Montréal, n'auront pas un pouvoir d'emprunt supérieur à celui de la Cité de Montréal, savoir 15 p. c. de la valeur des immeubles imposables.

Renvoyées à l'avocat de la Cité pour qu'il rédige et soumette à cette Commission des amendements à la charte dans le sens suggéré par la Commission d'Annexion.

Au sujet de l'imposition d'une taxe sur les débardeurs étrangers, le secrétaire soumet une communication du greffier de la Ville de St-Jean N. B. transmettant une copie de la loi des licences de la Ville de St-Jean et une copie de l'acte de la Législature du Nouveau Brunswick, autorisant la ville de St-Jean à imposer certaines licences.

Renvoyé à l'avocat de la Cité afin de savoir ce qui peut être fait à ce sujet.

Soumis par l'Inspecteur des Bâtiments un projet d'amendement du paragraphe 99 de l'article 300 de la loi 62 Victoria, chap. 58.

Résolu: Que ce projet d'amendement ne peut être pris en considération.

Soumis un extrait des minutes du Conseil, assemblée tenue le 7 mars 1910, au sujet de l'annexion de certains territoires à des municipalités avoisinant Montréal

Déposé sur le bureau.

Soumis un extrait des minutes du Conseil, assemblée tenue le 7 mars 1910, au sujet de la requête de MM. P.-N. Breton et autres demandant qu'une bibliothèque municipale soit construite.

Résolu: De prier l'avocat de la Cité de préparer et soumettre à cette Commission un amendement, pour autoriser la Cité à construire des bibliothèques, salles de lectures, musées publics et à acheter les terrains nécessaires à cette fin.

La question de l'établissement d'une Commission métropolitaine de parcs étant de nouveau discutée, il est

Résolu: De recommander qu'un amendement pourvoyant à l'expropriation de certains lopins de terre appartenant à M. J.-P. Chartier et portant les Nos du cad. sub-div. 17-18, pt. 110-111 et 112, du quartier Hochelaga, situés sur la rue St-Germain et qui sont requis pour l'ouverture de la rue Stadacona.

M. l'échevin Garceau demande à la Commission d'inclure dans le bill de la Cité un amendement pourvoyant à l'expropriation de certains lopins de terre appartenant à M. J.-P. Chartier et portant les Nos du cad. sub-div. 17-18, pt. 110-111 et 112, du quartier Hochelaga, situés sur la rue St-Germain et qui sont requis pour l'ouverture de la rue Stadacona.

M. l'échevin Garceau informe la Commission qu'il croit que M. Chartier accepterait pour ses terrains la valeur portée au rôle d'évaluation plus 20 p. c. Il ajoute que les propriétaires de la rue Stadacona sont prêts à céder gratuitement tout le terrain nécessaire pour l'ouverture de ladite rue dans toute sa longueur, pourvu qu'ils ne soient pas appelés à contribuer au coût de l'expropriation des terrains de M. Chartier.

M. l'échevin Garceau est alors prié de mettre devant la Commission l'offre de M. Chartier et des autres propriétaires de la rue Stadacona.

Soumis un rapport de l'inspecteur de la Cité au sujet

(a) de l'ouverture de l'avenue de la Montagne, de l'avenue Maplewood au chemin de la Côte Ste-Catherine,

(b) du prolongement de l'avenue DeCelles,

Submitted a resolution from the Special Committee on Annexation, recommending that the draft of the annexation by-law of the town of Notre-Dame de Grâce, as adopted in second reading by the City Council of Montreal and as approved of on the 10th of January 1910, by the Council of the said town of Notre-Dame de Grâce, be included in the draft of amendments to the City charter to be submitted to the Legislature.

Resolved: That the City attorney be instructed to prepare a draft of amendments to the charter to that effect and to submit same at the next meeting of this Committee.

Submitted also resolutions from the Annexation Committee, recommending that certain amendments be included in the City's bill.

(a) Enacting the annexation to the City of Montreal of that part of the town of Longue-Pointe, bounded to the South-east by the river St. Lawrence, to the South-west by the town of Maisonneuve, to the North-east by the parish of St-Jean-de-Dieu and to the North-west by the municipality of St. Léonard.

(b) Enacting that the municipalities established or which may become established in the Island of Montreal shall not have a superior borrowing power than the City of Montreal, to wit 15 p. c. of the value of its assessable real estate.

Referred to the City attorney to prepare and submit to this Committee amendments to the Charter as suggested by the Annexation Committee.

Anent the imposition of a tax on foreign longshoremen, the secretary submitted a communication of the City clerk of St. John, N.B. transmitting a copy of the License law of the City of St. John and a copy of the Act of the New-Brunswick legislation authorizing the said City of St. John to impose certain licenses.

Referred to the City attorney as to what should be done in said connection.

Submitted by the Building inspector a proposed amendment to paragraph 99 of article 300 of the act 62 Victoria, chap. 58.

Resolved: That the said proposed amendment cannot be considered.

Submitted an extract from the minutes of Council, meeting held the 7th March 1910, anent the annexation of certain territories to municipalities surrounding Montreal.

Laid on the table.

Submitted an extract from the minutes of Council, meeting held the 7th March 1910, anent the petition of Messrs. P. N. Breton and others asking that a municipal library be erected.

Resolved: That the City attorney be instructed to prepare and submit to this Committee an amendment to authorize the City to erect libraries, reading rooms, public museums, and to purchase the lands required for that purpose.

The question of establishing a Metropolitan Parks Commission being again discussed, it was

Resolved: To recommend that an amendment be included in the bill authorizing the City to contribute in the expenses to be incurred for the appointment of said Commission.

Ald. Garceau asked the Committee to include in the City's bill an amendment providing for the expropriation of certain pieces of land belonging to Mr. J. F. Chartier, and bearing cadastral Nos sub-div. 17-18, pt 110-111 and 112, Hochelaga ward, situated on St. Germain street, which are required for the opening of Stadacona street.

Ald. Garceau informed the Committee that he thought Mr. Chartier would accept for his lots the value fixed in the assessment roll, plus 20 p. c. He added that the proprietors on Stadacona street are willing to cede gratuitously all the land required for the opening of said street, on the whole length, provided they are not called upon to contribute in the cost of expropriating the lots belonging to Mr. Chartier.

Ald. Garceau was then requested to lay before the Committee the offer made by Mr. Chartier and other proprietors of Stadacona street.

Submitted a report from the City surveyor concerning

(a) the opening of Mountain and Maplewood avenues to Côte Ste Catherine road;

(b) the extension of DeCelles avenue;

(c) de l'élargissement du chemin de la Côte des Neiges.
Renvoyé à l'avocat de la Cité pour rapport.

La question de l'ouverture du Boulevard St-Joseph et de l'ouverture des rues homologuées à travers le lot du cadastre No 162 quartier deLorimier, est renvoyée à l'avocat de la Cité pour rapport.

M. l'échevin Tétreau demande que la charte soit amendée de façon à décréter l'ouverture de la rue Beaubien, entre la rue Papineau et la rue Christophe Colomb.

Renvoyé à l'Inspecteur de la Cité et à l'avocat de la Cité pour rapport.

M. l'échevin Dubeau demande aussi à ce que l'on pourvoie à l'expropriation des terrains nécessaires afin de donner un débouché à la rue Montcalm, à l'intersection de la rue Sherbrooke.

Renvoyé à l'Inspecteur de la Cité pour plan et rapport.

M. l'échevin Gauvin demande que la rue Dumont soit ouverte suivant les nouvelles lignes homologuées. Le coût devant être payé moitié par la Cité et moitié par les propriétaires du quartier Papineau.

Renvoyé à l'avocat de la Cité.

M. l'échevin Tétreau demande que la somme de \$14,217.17, seulement, représentant le coût approximatif de l'élargissement de la rue Rivard, depuis l'avenue Laurier jusqu'à la rue Lamoricière, soit répartie sur les propriétaires des immeubles situés sur les deux côtés de ladite rue Rivard, entre l'avenue Mont-Royal et la rue Lamoricière, et que la balance du coût de ladite expropriation soit payée par la Cité.

La Commission suggère à M. l'échevin Tétreau de proposer un amendement dans ce sens, lorsque le projet d'amendement à la charte viendra devant le Conseil.

A la demande de M. l'échevin L.-A. Lapointe, M. l'avocat de la Cité reçoit instruction de rédiger un amendement permettant à la Cité, si elle construit une usine électrique, de vendre tout surplus d'énergie dont elle pourra disposer.

M. l'échevin Dandurand soulève la question de l'imposition d'une taxe sur les conducteurs de taxi-cab.

Renvoyé à l'avocat de la Cité au surintendant du département des licences et à M. l'échevin Dandurand, pour rapport.

M. l'échevin Dubeau soulève la question du droit de la Cité de prohiber l'érection d'écuries dans certains endroits.

Renvoyé à l'avocat de la Cité pour rapport.

Son Honneur le Maire J.-J.-E. Guerin prend son siège.

M. l'échevin O'Connell propose et il est

Résolu: Que l'article 24 de la loi 62 Victoria, chap. 58, soit amendé, en remplaçant le mot "quatre" dans la dernière ligne par le mot "huit". (M. l'échevin Tétreau dissident.)

Ajournement.

JULES CREPEAU,

Secrétaire.

CONSEIL MUNICIPAL

Compte rendu de l'assemblée spéciale du 21 mars.

Son Honneur le Maire, l'hon. J.-J.-E. Guerin, occupe le fauteuil de la présidence.

Sont présents: MM. les échevins L.-A. Lapointe, N. Lapointe, Leclaire, O'Connell, Ward, Robinson, Carter, Prud'homme, Resther, Dandurand, Boyd, Gauvin, Roux, Brodeur, Dubeau, Garceau, Monahan, Tétreau, Clément, Létourneau, Mayrand et Turcot.

Le procès-verbal de la dernière assemblée est lu et confirmé.

REQUETES, ETC.

1.—Du trésorier de la Ville suggérant certains amendements à la Charte.

Déposée sur le bureau.

2.—De M. R. Findlay, au sujet de certaine construction rue Notre-Dame Ouest.

3.—De MM. Angers, De Lorimier, Godin & De Lorimier, protestant au nom de M. J. Charlebois, contre le renvoi de ce dernier.

(c) the widening of Côte-des-Neiges road.

Referred to the City attorney for a report.

The question of opening St. Joseph boulevard and of the opening of homologated lines across cadastral lot No. 162, DeLorimier ward, was referred to the City attorney for a report.

Ald. Tétreau requested that the City charter be amended so as to enact the opening of Beaubien street, between Papineau and Christophe Colomb streets.

Referred to the City surveyor and to the City attorney for a report.

Ald. Dubeau also asked that provisions be made for the expropriation of lands required to give an outlet to Montcalm street at the intersection of Sherbrooke street.

Referred to the City surveyor for a plan and report.

Ald. Gauvin requested that Dumont street be opened according to the new homologated lines. The cost to be paid one-half by the City and one-half by the proprietors of Papineau ward.

Referred to the City attorney.

Ald. Tétreau asked that the sum of \$14,217.17 only, representing the approximate cost of widening Rivard street, from Laurier avenue to Lamoricière street, be apportioned on the real estate proprietors situated on both sides of the said Rivard street, between Mount-Royal avenue and Lamoricière street, and that balance of the cost of said expropriation be paid by the City.

The Committee suggested to Ald. Tétreau to move an amendment in that sense, when the proposed amendments to the charter are submitted to the Council.

At the request of Ald. L.-A. Lapointe, the City attorney was instructed to draft an amendment allowing the City, if an electric plant is established, to sell all the surplus of power it may dispose of.

Ald. Dandurand then raised the question of imposing a tax on taxi-cab conductors.

Referred to the City attorney, to the superintendent of Licenses and to Ald. Dandurand for a report.

Ald. Dubeau raised a question as to the right of the City to prohibit the erection of stables in certain places

Referred to the City attorney for a report.

His Worship the Mayor, Hon. J. J. E. Guerin took his seat.

Ald. O'Connell moved, and it was

Resolved: That article 24 of the act 62 Victoria, chap. 58, be amended, by replacing the word "four" in the last line by the word "eight". (Ald. Tétreau dissenting.)

Adjourned.

JULES CREPEAU,

Secretary.

CITY COUNCIL

Report of special meeting held the 21st March.

His Worship the Mayor, Hon. J. J. E. Guerin, in the chair.

Present: Ald. L. A. Lapointe, N. Lapointe, Leclaire, O'Connell, Ward, Robinson, Carter, Prud'homme, Resther, Dandurand, Boyd, Gauvin, Roux, Brodeur, Dubeau, Garceau, Monahan, Tétreau, Clément, Létourneau, Mayrand, Turcot.

The minutes of the last meeting were read and confirmed.

RECEIVING PETITIONS, ETC.

1.—From the City treasurer, suggesting certain amendments to the City charter.

Laid on the table.

2.—From R. Findlay, anent a certain building on Notre-Dame street West.

3.—From Angers, Delorimier, Godin & Delorimier, in behalf of Mr. J. Charlebois, protesting against the dismissal of the latter.

4.—Des Commissaires du Port, au sujet de certains inconvénients causés par les égouts de la Ville.

5.—Du Conseil des Métiers et du Travail de Montréal demandant sa subvention annuelle.

6.—De la Commission des Finances *re* épidémie de la fièvre typhoïde, exposant au Conseil certains faits.

7.—De la Compagnie du Chemin de Fer Canadien du Pacifique, à l'effet de construire une voie de service à travers l'avenue de Gaspé.

8.—De la Chambre de Commerce au sujet des nouvelles routes de la "Montreal Street Railway".

Renvoyées au Bureau des Commissaires.

9.—De contribuables demandant que soit ouverte la rue Saint-Hippolyte.

10.—De la Chambre de Commerce, au sujet des traverses à niveau.

Renvoyées à la Commission Spéciale de Législation.

11.—De la Cie d'Exposition Industrielle de Montréal, au sujet de l'assemblée projetée de ladite Association dans la salle du Conseil, le 29 mars courant.

Déposée aux archives.

12.—De M. W.-B. Baikie, demandant qu'une Commission soit nommée pour étudier le règlement concernant la fermeture de bonne heure.

13.—De M. Geo. Marciel, concernant l'annexion des municipalités environnantes.

14.—De contribuables de l'avenue Mont-Royal, demandant que soit élargi le chemin de la Côte des Neiges.

Déposées sur le bureau.

15.—Du Département en Loi, au sujet de l'établissement d'une voie de service sur la rue des Communes, par la Compagnie du Grand-Trone.

A ce sujet, soumis et lu un rapport du Bureau des Commissaires, présenté au Conseil le 7 du courant, et déposé sur le bureau, recommandant que soit construit ladite voie de service.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin WARD, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

16.—Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin BRODEUR, il est

Résolu: Que, conformément à la clause 94 des Règles du Conseil, le quorum de la Commission de Législation sera constituée par quatre (4) membres et qu'un rapport signé par ce nombre de membres soit considéré comme étant un rapport de la majorité des membres de ladite Commission.

17.—Sur proposition de M. l'échevin CLEMENT, appuyé par M. l'échevin O'CONNELL, il est

Résolu: Que M. l'échevin Turcot soit nommé pour faire partie de la Commission Spéciale *re* Règlements concernant la construction des bâtiments.

ACTE.

18.—Quittance de la succession Omer Asselin à la Cité de Montréal.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin O'CONNELL, il est

Résolu: Que ledit acte soit approuvé et que Son Honneur le Maire et le greffier de la Ville soient autorisés à le signer au nom de la Ville.

AVIS DE MOTIONS.

19.—De M. l'échevin L.-A. Lapointe, demandant que soit adopté un règlement à l'effet d'emprunter £1,000,000 sterling.

20.—De M. l'échevin Turcot, à l'effet d'amender le règlement No 139 de la Côte St-Antoine.

21.—De M. l'échevin Mayrand, concernant la circulation des voitures lourdes sur l'avenue De Lorimier.

INTERPELLATIONS.

22.—Certaines questions sont posées au Bureau des Commissaires par MM. les échevins dont les noms suivent: (1) M. l'échevin Tétreau, au sujet de l'usage de la langue française; (2) M. l'échevin Clément, au sujet de la préparation de devis pour certains travaux; (3) M. l'échevin Mayrand, relativement à l'ouverture de la rue Sherbrooke;

4.—From Harbour Commissioners, anent alleged nuisance caused by City sewers.

5.—From Montreal Trades & Labor Council asking for annual subscription.

6.—From Finance Committee *re* typhoid epidemic laying certain facts before the Council.

7.—From Canadian Pacific Railway Co., to construct a spur across DeGaspé Avenue.

8.—From Chambre de Commerce, anent new routes for the Montreal Street Ry. Co.

Referred to the Board of Commissioners.

9.—From ratepayers, asking that St. Hypolite street be opened.

10.—From Chambre de Commerce, concerning level crossings.

Referred to the Special Committee on Legislation.

11.—From Montreal Industrial Exhibition Company, anent proposed meeting of said Association in the Council Chamber, on the 29th March inst.

Filed of record.

12.—From W. B. Baikie, for the appointment of a Committee to confer concerning the Early closing by-law.

13.—From Mr. George Marciel, concerning the annexation of surrounding municipalities.

14.—From ratepayers, Mount-Royal avenue, asking for the widening of Côte des Neiges road.

Laid on the table.

15.—From Law Department, concerning the establishment of a spur line on Common street by the G. T. R. Co.

In this connection, submitted and read a report from the Board of Commissioners, presented to Council on the 7th inst. and laid on the table, recommending the construction of said spur line.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. WARD, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

16.—On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. BRODEUR, it was

Resolved: That, in compliance with clause 94 of the Rules of Council, the quorum of the Special Committee on Legislation shall consist of four (4) members and that a report signed by that number of members shall be considered as the report of the majority of the members of said Committee.

17.—On motion of Ald. CLEMENT, seconded by Ald. O'CONNELL, it was

Resolved: That Ald. Turcot be appointed to form part of the Special Committee *re* building by-laws.

DEED.

18.—Quittance by Estate Omer Asselin to the City of Montreal.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. O'CONNELL, it was

Resolved: That said deed be approved of and that His Worship the Mayor and the City Clerk be authorized to sign the same on behalf of the City.

MOTIONS.

19.—By Ald. L. A. Lapointe, for a by-law to borrow £1,000,000 sterling.

20.—By Ald. Turcot, to amend by-law No. 139 of Côte St Louis.

21.—By Ald. Mayrand, concerning heavy traffic on De Lorimier avenue.

QUESTIONS PUT BY MEMBERS.

22.—Certain questions were put to the Board of Commissioners by the following members (1) Ald. Tétreau, concerning the use of French language, (2) Ald. Clément, anent preparation of specifications for certain works, (3) Ald. Mayrand concerning the opening of Sherbrooke

(4) M. l'échevin Turcot, concernant la construction d'un trottoir temporaire au-dessus de la voie du C. P. R.

RAPPORTS.

23.—Du Bureau des Commissaires, au sujet de la nomination de la Commission d'Enquête chargée de prendre connaissance des accusations portées contre M. R. Bauset, assistant-greffier de la Cité.

Sur proposition de M. l'échevin DANDURAND, appuyé par M. l'échevin BOYD, il est

Résolu: Que, pour donner effet aux recommandations du Bureau des Commissaires, une Commission, composée de MM. les échevins Leclaire, O'Connell, Resther, Mayrand et du proposeur, soit nommée pour s'enquérir de certaines accusations portées par M. Jules Fournier contre M. René Bauset, greffier-adjoint de la Cité, à l'occasion de son voyage à Paris, en compagnie de l'ex-maire Payette, pour représenter la Ville au tricentenaire de la fondation de Québec par Champlain, le tout conformément à l'article 532 de la Charte.

24.—Du Bureau des Commissaires, au sujet des taxes dues par les contribuables du quartier De Lorimier.

25.—Du Bureau des Commissaires, pour régler la réclamation de M. Antoine Crompe.

26.—Du Bureau des Commissaires, *re* salaires du personnel du service de l'Aqueduc.

27.—Du Bureau des Commissaires, pour régler la réclamation de Dame Sophie Brabant.

28.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet d'adjuger le contrat pour certains travaux à faire dans la salle du Conseil.

29.—Du Bureau des Commissaires, pour payer certains mémoires de frais, etc.

30.—Du Bureau des Commissaires, pour payer le jugement dans la cause de McCray vs Ville St-Louis.

31.—Du Bureau des Commissaires, pour payer un certain compte de la Compagnie de Publications de "La Patrie."

32.—Du Bureau des Commissaires, demandant un crédit de \$10,000 *re* matériel de filtration.

33.—Du Bureau des Commissaires, adjugeant le contrat de 4,700 tonnes de charbon pour le service de l'Aqueduc.

34.—Du Bureau des Commissaires, pour régler des réclamations de la "Gazette Printing Co.", et autres.

35.—Du Bureau des Commissaires, demandant l'autorisation de déposer la bibliothèque Gagnon dans les voûtes du "Royal Trust."

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin ROBINSON, il est

Résolu: Que lesdits rapports soient reçus et adoptés.

36.—Du Bureau des Commissaires, pour régler la réclamation de Delle Julie Labelle.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin TURCOT, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

37.—Du Bureau des Commissaires, pour régler la réclamation de M. Albert Saint-Martin.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin ROBINSON, il est

Résolu: Que la Règle 102a soit suspendue, afin de permettre la présentation dudit rapport qui n'a pas été déposé chez le greffier de la Ville avant 10 heures a. m. aujourd'hui et que ledit rapport soit reçu et adopté.

38.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de régler les comptes de MM. J.-O. Marchand et al.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin ROBINSON, il est

Résolu: Que la Règle 132 des règles du Conseil soit suspendue, afin d'autoriser le paiement du compte de M. J.-E. Gauthier, mentionné dans le rapport du Bureau des Commissaires, maintenant devant le Conseil, et que ledit rapport soit reçu et adopté.

39.—Du Bureau des Commissaires, au sujet d'une certaine lettre du Rév. J. Paterson, concernant le prochain Congrès Eucharistique.

Renvoyé à la Commission Spéciale des Réceptions.

40.—Du Bureau des Commissaires, recommandant que soit approuvé le parcours de la procession du prochain Congrès Eucharistique.

street. (4) Ald. Turcot, concerning the construction of a temporary sidewalk over C. P. R. track.

REPORTS.

22.—From Board of Commissioners, concerning the appointment of an Investigation Committee to enquire into certain charges against Mr. R. Bauset, Asst. City Clerk.

On motion of Ald. DANDURAND, seconded by Ald. BOYD, it was

Resolved: That, in order to give effect to the recommendations of the Board of Commissioners, a Committee, composed of Ald. Leclaire, O'Connell, Resther, Mayrand and the mover, be appointed to inquire into certain charges laid by Mr. Jules Fournier against Mr. René Bauset, Asst. City Clerk, in connection with his trip to Paris, in company with ex-Mayor Payette, to represent the City at the ter-centenary of the foundation of Quebec by Champlain, the whole in accordance with Art. 532 of the Charter.

24.—From Board of Commissioners, anent the taxes due by ratepayers of DeLorimier ward.

25.—From Board of Commissioners, to settle the claim of Mr Antoine Crompe.

26.—From Board of Commissioners, *re* salaries of the staff of the Water-works Department.

27.—From Board of Commissioners, to settle the claim of Dame Sophie Brabant.

28.—From Board of Commissioners, to award the contract for certain work in the Council chamber.

29.—From Board of Commissioners, to pay certain law costs, etc.

30.—From Board of Commissioners, to pay judgment in the case of McCray vs. Ville Saint-Louis.

31.—From Board of Commissioners, to pay a certain account of "La Patrie Publishing Co."

32.—From Board of Commissioners, for an appropriation of \$10,000 *re* filtration plant

33.—From Board of Commissioners, awarding the contract for 4,700 tons of coal for the Water Department.

34.—From Board of Commissioners, to settle claims of the Gazette Printing Company et al.

35.—From Board of Commissioners, for authority to deposit the Gagnon library in the vaults of the Royal Trust.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. ROBINSON, it was

Resolved: That said reports be received and adopted.

36.—From Board of Commissioners, to settle the claim of Miss Julia Labelle.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. TURCOT, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

37.—From Board of Commissioners, to settle the claim of Mr. Albert St. Martin.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. ROBINSON, it was

Resolved: That rule 102a be suspended in order to allow the presentation of said report which was not deposited with the City clerk before 10 o'clock a.m., this day, and that said report be received and adopted.

38.—From Board of Commissioners, to settle account of Messrs. J. O. Marchand et al.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. ROBINSON, it was

Resolved: That rule 132 of the rules of Council be suspended in order to authorize the payment of the account of Mr. J. E. Gauthier, mentioned in the report of the Board of Commissioners now before the Council, and that said report be received and adopted.

39.—From Board of Commissioners, anent certain letter from Rev. J. Paterson concerning the coming Eucharistic Congress.

Referred to the Special Committee on Receptions.

40.—From Board of Commissioners recommending that the route of the procession for the coming Eucharistic Congress be approved of.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. ROBINSON, it was

Résolu: Que ledit rapport soit déposé sur le bureau jusqu'à ce que soit étudié le 33ième ordre du jour.

41.—Du Bureau des Commissaires, pour la nomination de constables spéciaux *re* "Montreal Street Railway".

42.—Du Bureau des Commissaires, répondant à certaines questions posées par M. l'échevin Boyd, au sujet du nettoyage des ruelles.

43.—Du Bureau des Commissaires, répondant à certaines questions posées par certains échevins le 14 du courant.

Déposés sur le bureau.

44.—Du Bureau des Commissaires, au sujet de la question de la fermeture de bonne heure.

M l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin RESTHER,

Propose: Que ledit rapport soit reçu et déposé sur le bureau.

Et un débat s'engageant,

M. l'échevin WARD, appuyé par M. l'échevin CARTER, propose en

Amendement: Que ledit rapport soit renvoyé à la Commission Spéciale de Législation.

Ledit amendement étant mis aux voix, le Conseil se partage:

Pour: O'Connell, Ward, Robinson, Carter, Prud'homme, Dandurand, Boyd, Roux, Brodeur et Monahan—10.

Contre: L.-A. Lapointe, N. Lapointe, Leclair, Resther, Gauvin, Dubeau, Garceau, Tétreau, Clément, Létourneau, Mayrand et Turcot—12.

Ledit amendement est ainsi rejeté.

La proposition principale étant mise aux voix, elle est adoptée sur la même division renversée des voix, et il est *Résolu:* En conséquence.

45.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet d'augmenter le crédit voté pour l'entretien des enfants abandonnés.

Délibération remise à la demande de M. l'échevin L.-A. Lapointe.

46.—De la Commission Spéciale *re* Constable Pelletier, demandant un crédit de \$150 et demandant des pouvoirs additionnels.

Sur proposition de M. l'échevin BOYD, appuyé par M. l'échevin BRODEUR, il est

Résolu: Que la règle 102 des Règles du Conseil soit suspendue afin de permettre la présentation du présent rapport, qui n'a pu être déposé entre les mains du greffier de la Cité avant 10 heures a. m., ce jour, et que ledit rapport soit reçu et renvoyé au Bureau des Commissaires.

47.—De la Commission Spéciale d'Annexion, recommandant que MM. les échevins Mayrand et Prud'homme fassent partie de la délégation à Québec.

Sur proposition de M. l'échevin MAYRAND, appuyé par M. l'échevin BOYD, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

Sur ce, M. l'échevin ROBINSON, appuyé par M. l'échevin RESTHER,

Propose: Que les membres du Conseil qui sont ou qui seront autorisés à aller à Québec comme délégués pour surveiller la législation, reçoivent instructions de ne supporter que les mesures qui ont été approuvées par le Conseil et de ne pas s'opposer, dans aucuns cas, auxdites mesures.

Ladite proposition étant mise aux voix, elle est adoptée, et il est

Résolu: En conséquence.

48.—De la Commission Spéciale de Législation, au sujet du bill demandant l'incorporation de La Compagnie du Boulevard de Montréal.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin PRUD'HOMME, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

49.—De la Commission Spéciale de Législation concernant l'ouverture de certaines rues dans le quartier De Lorimier.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin MAYRAND, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

50.—De la Commission Spéciale de Législation, deman-

Resolved: That said report lay on the table to be considered with the 33rd order of the day.

41.—From Board of Commissioners, for the appointment of special constables *re* Montreal Street Ry. Co.

42.—From Board of Commissioners, concerning certain questions put by Ald. Boyd concerning the cleaning of lanes.

43.—From Board of Commissioners, replying to certain questions put by members on the 14th inst.

Laid on the table.

44.—From Board of Commissioners, concerning the question of early closing.

Ald. L. A. LAPOINTE moved, seconded by Ald. RESTHER,

That said report be received and lay on the table.

And, a debate arising,

Moved in amendment by Ald WARD, seconded by Ald CARTER,

That said report be referred to the Special Committee on Legislation.

Said amendment being put, the Council divided:

Yeas: O'Connell, Ward, Robinson, Carter, Prud'homme, Dandurand, Boyd, Roux, Brodeur, Monahan—10.

Nays: L. A. Lapointe, N. Lapointe, Leclair, Resther, Gauvin, Dubeau, Garceau, Tétreau, Clément, Létourneau, Mayrand, Turcot—12.

So it passed in the negative.

The main motion being put, it was carried on the same division reversed and it was

Resolved: Accordingly.

45.—From Board of Commissioners, to increase the appropriation for the maintenance of destitute children.

Consideration deferred, at the request of Ald. L. A. Lapointe.

46.—From Special Committee *re* constable Pelletier for an appropriation of \$150 and asking for other powers.

On motion of Ald. BOYD, seconded by Ald. BRODEUR, it was

Resolved: That rule 102 of the rules of Council be suspended in order to allow the presentation of said report which was not deposited with the City clerk before 10 o'clock a.m., this day, and that said report be received and referred to the Board of Commissioners.

47.—From Special Committee on Annexation, recommending that Ald. Mayrand and Prud'homme be appointed delegates to Quebec.

On motion of Ald. MAYRAND, seconded by Ald. BOYD, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

Ald. ROBINSON thereupon moved, seconded by Ald RESTHER,

That the members of the Council who are or who may be authorized to go to Quebec as delegates *re* legislation, be instructed to only support such measures as have been approved by this Council and in no case to oppose the same.

Said motion being put, it was carried and

Resolved: Accordingly.

48.—From Special Committee on Legislation, concerning bill to incorporate "La Compagnie du Boulevard de Montréal".

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald PRUD'HOMME, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

49.—From Special Committee on Legislation, concerning the opening of certain streets in DeLorimier ward.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald MAYRAND, it was

Resolved: That said report be received and adopted

50.—From Special Committee on Legislation, for an amendment concerning the opening of Mountain and Guy streets.

dant un amendement au sujet de l'ouverture des rues de la Montagne et Guy.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin WARD, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

51.—De la Commission Spéciale de Législation *re* projets d'annexions aux autres municipalités.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin MAYRAND, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

52.—De la Commission Spéciale de Législation recommandant certains changements dans le bureau du greffier de la Cité.

53.—De la Commission Spéciale de Législation, *re* projets de loi devant la Législation affectant les intérêts de la Ville.

54.—De la Commission Spéciale de Législation, pour approuver certain arrangement entre la Cité et la Compagnie du C. P. R.

55.—De la Commission Spéciale de Législation, *re* amendement à l'article 394 de la Charte.

56.—De la Commission Spéciale de Législation, pour renvoyer au Bureau des Commissaires la question d'élargir l'avenue Papineau.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin ROBINSON, il est

Résolu: Que lesdits rapports soient reçus et adoptés.

57.—De la Commission de Législation concernant certains travaux dans le fleuve Saint-Laurent.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin BRODEUR, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

58.—De la Commission Spéciale de Législation, suggérant certains amendements à la Charte.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin ROBINSON, il est

Résolu: Que lesdits amendements soient étudiés par le Conseil clause par clause.

Le Conseil procède à l'étude desdits amendements clause par clause, et

La section 1 étant lue, elle est agréée. (M. l'échevin Ward dissident).

Sur proposition de M. l'échevin MAYRAND, appuyé par M. l'échevin BOYD, il est

Résolu: Que l'article suivant soit ajouté après l'article 1 du projet des amendements à la Charte, présentement devant le Conseil, savoir:

"La Ville de Saint-Paul, avec ses limites territoriales telles qu'établies par sa Charte, est annexée à la Cité de Montréal et forme un quartier sous le nom de quartier "Saint-Paul", lequel est représenté par un échevin au Conseil Municipal de la Cité."

"L'actif de la ville de Saint-Paul, à dater de l'annexion, sera consolidé avec l'actif de la Cité de Montréal, et le passif de ladite ville de Saint-Paul sera aussi consolidé avec le passif de ladite Cité de Montréal."

"Le quartier Saint-Paul sera soumis aux règlements de la Cité; toutefois, les règlements de la ville Saint-Paul qui ont été adoptés pour des fins spéciales, resteront en vigueur dans le quartier Saint-Paul jusqu'à ce que la fin proposée dans lesdits règlements ait été complètement atteinte et réalisée." (MM. les échevins Ward et Carter dissidents).

Sur proposition de M. l'échevin BOYD, appuyé par M. l'échevin MAYRAND, il est

Résolu: Que la section suivante soit ajoutée, après la section 1, dans le projet d'amendements à la Charte présentement devant le Conseil, savoir:

"Est annexé à la Cité de Montréal et fera partie du quartier Laurier:

"Un territoire faisant partie de la paroisse de Saint-Laurent et borné au Nord-ouest par les numéros 635, 349, 348, 347 et 346 du cadastre de ladite paroisse de Saint-Laurent et la voie du chemin de fer du Pacifique Canadien; au Nord-est par les limites Nord-ouest du quartier Saint-Denis de la Cité de Montréal; au Sud-est par les limites Nord-est du quartier Laurier de la Cité de Montréal et la ligne de division entre la ville d'Outremont et

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. WARD, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

51.—From Special Committee on Legislation, *re* proposed annexations to other municipalities.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. MAYRAND, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

52.—From Special Committee on Legislation, recommending certain changes in the office of the City clerk

53.—From Special Committee on Legislation, *re* bills before the Legislature affecting the interest of the City.

54.—From Special Committee on Legislation, to approve a certain agreement between the City and the C. P. R. Co.

55.—From Special Committee on Legislation, *re* amendment to article 394 of the Charter.

56.—From Special Committee on Legislation, to refer to the Board of Commissioners the question of the widening of Papineau avenue.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. ROBINSON, it was

Resolved: That said reports be received and adopted

57.—From Special Committee on Legislation, concerning certain works in the River St. Lawrence.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. BRODEUR, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

58.—From Special Committee on Legislation, suggesting certain amendments to the Charter.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. ROBINSON, it was

Resolved: That said proposed amendments be considered by the Council clause by clause.

The Council proceeded to consider said amendments clause by clause, and

Section 1 being read, the same was agreed to. (Ald. Ward dissenting).

On motion of Ald. MAYRAND, seconded by Ald. BOYD, it was

Resolved: That the following articles be added after article 1 of the draft of amendments to the Charter now before the Council, to wit:

"The Town of St Paul, with its territorial limits as established by its charter, shall be annexed to the City of Montreal and shall form a ward under the name of "St. Paul ward", which shall be represented in the Municipal Council of the City by one Alderman."

"The assets of the Town of St. Paul, from the date of the annexation, shall be combined with the assets of the City of Montreal, and the liabilities of the said town of St. Paul shall also be combined with the liabilities of the said City of Montreal."

"The St. Paul ward shall be subject to the by-laws of the City of Montreal; the by-laws of the Town of St. Paul which have been adopted for special purposes shall, however, remain in force, in St. Paul ward, until the objects proposed in said by-laws have been completely attained and realized." (Ald. Ward and Carter dissenting).

On motion of Ald. BOYD, seconded by Ald. MAYRAND, it was

Resolved: That the following section be added to the draft of amendments to the City charter now before the Council, after section 1 thereof, to wit:

"The following is annexed to the City and shall form part of Laurier ward, viz:

"A territory forming part of the parish of St. Laurent and bounded to the north-west by numbers 635, 349, 348, 347 and 346 of the cadastre of the said parish of St. Laurent and the C. P. R. track; to the north-east by the south-west limits of the St. Denis ward of the City of Montreal; to the south-east by the north-west limits of the Laurier ward of the City of Montreal and the dividing line between the town of Outremont and the parish of

"la paroisse de Saint-Laurent; au Sud-ouest par les numéros 634 et 635 du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent.

"Ce territoire comprend les lots du cadastre suivants de la paroisse de Saint-Laurent, savoir:

"636, 637, partie de 638, partie de 639, partie de 640, partie de 641, et partie de 642.

"Rien dans la présente section n'affectera les droits ou avantages conférés par résolution ou règlement de la municipalité de la paroisse de Saint-Laurent à aucune personne ou compagnie." (MM. les échevins Ward et Carter dissidents).

Sur proposition de M. l'échevin MAYRAND, appuyé par M. l'échevin BOYD, il est

Résolu: Que l'article suivant soit ajouté au projet d'amendements à la Charte présentement devant le Conseil, après l'article 1 dudit projet, savoir:

"Est annexée à la Cité de Montréal et forme un quartier sous le nom de quartier Ahuntsic, lequel est représenté par un échevin au Conseil Municipal de la Cité.

"La Municipalité du village de Ahuntsic, avec ses limites territoriales telles qu'établies par sa Charte.

"L'actif du village de Ahuntsic, à dater de l'annexion, sera consolidé avec l'actif de la Cité de Montréal, et le passif dudit village de Ahuntsic sera aussi consolidé avec le passif de ladite Cité de Montréal.

"Le quartier Ahuntsic sera soumis aux règlements de la Cité; toutefois, les règlements du village de Ahuntsic qui ont été adoptés pour des fins spéciales resteront en vigueur dans le quartier Ahuntsic jusqu'à ce que la fin fin proposée dans lesdits règlements ait été complètement atteinte et réalisée" (MM. les échevins Ward et Carter dissidents).

Les sections 2, 3 et 4 étant lues, elles sont agréées.

La section 5 étant lue,

Ordre est donné de la biffer. (M. l'échevin Resther dissident).

Les sections 6, 7, 8, 9, 10, 11 et 12 étant lues, elles sont agréées.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin BRODEUR, il est

Résolu: Que le paragraphe suivant soit ajouté à la section 301:

"Néanmoins, les règlements pour l'émission d'emprunts ne seront pas sujets à l'avis de trente jours, mais pourront être soumis et lus une 1^{ère}, une 2^{ème} et une 3^{ème} fois à toute assemblée du Conseil régulièrement convoquée, pourvu qu'ils reçoivent le vote affirmatif de la majorité des membres de tout le Conseil."

M. l'échevin CARTER, appuyé par M. l'échevin ROBINSON,

Propose: Attendu que dans les pouvoirs conférés à la Commission des Services d'Utilité Publique de Québec, par la loi 9, Edouard VII, chap. 16, il n'est pas fait mention du droit des Municipalités de s'adresser à cette Commission pour lui demander une ordonnance à l'effet de forcer une utilité publique déjà en opération dans une Municipalité d'étendre ses opérations à travers la Municipalité tout entière, et il est

Résolu: Qu'une pétition soit adressée au Lieutenant-Gouverneur en Conseil le priant de conférer des pouvoirs additionnels à la Commission des Services d'Utilité Publique de Québec, afin de lui permettre d'émettre des ordonnances pour forcer, les Compagnies d'utilité publique d'étendre leurs travaux dans les Municipalités, le tout suivant les termes et conditions que la Commission imposera, après avoir entendu les parties intéressées.

M. l'échevin DANDURAND, appuyé par M. l'échevin O'CONNELL,

Propose: Que la règle 64 des Règles du Conseil soit suspendue afin de permettre au Conseil d'amender et de modifier une certaine résolution adoptée à la dernière assemblée du Conseil au sujet du salaire du Maire et des Commissaires.

Ladite proposition étant mise aux voix, le Conseil se partage:

Pour: L.-A. Lapointe, N. Lapointe, O'Connell, Robinson, Carter, Dandurand, Boyd et Monahan—8.

Contre: Leclair, Ward, Prud'homme, Resther, Gauvin, Roux, Brodeur, Dubeau, Garceau et Tétreau—14.

Ladite proposition est ainsi négative.

"St. Laurent; to the south-west by numbers 634 and 635 of the cadastre of the parish of St. Laurent.

"This territory comprises the following cadastral lots of the parish of St. Laurent, viz:

"636, 637, part of 638, part of 639, part of 640, part of 641, part of 642.

"Nothing in this section shall affect the rights or privileges granted by resolution or by-law of the municipality of the parish of St. Laurent to any person or company." (Ald. Ward and Carter dissenting).

On motion of Ald. MAYRAND, seconded by Ald. BOYD, it was

Resolved: That the following article be added after article 1 of the draft of amendments to the Charter now before the Council, to wit:

"The municipality of the Village of Ahuntsic, with its territorial limits as established by its charter, shall be annexed to the City of Montreal and shall form a ward under the name of "Ahuntsic Ward", which shall be represented in the Municipal Council of the City by one Alderman.

"The assets of the Village of Ahuntsic, from the date of annexation, shall be combined with the assets of the City of Montreal, and the liabilities of the said Village of Ahuntsic shall also be combined with the liabilities of the said City of Montreal.

"The Ahuntsic Ward shall be subject to the by-laws of the City of Montreal; the by-laws of the Village of Ahuntsic which have been adopted for special purposes shall, however, remain in force, in Ahuntsic Ward, until the objects proposed in said by-laws have been completely attained and realized." (Ald. Ward and Carter dissenting).

Sections 2, 3 and 4 being read, the same were agreed to. Section 5 being read, the same was

Ordered to be struck. (Ald. Resther dissenting).

Sections 6, 7, 8, 9, 10, 11 and 12 being read, the same were agreed to.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. BRODEUR, it was

Resolved: That the following paragraph be added to Section 301:

"Provided always that by-laws for the issuing of loans shall not be subject to the thirty day's notice, but may be submitted and read a first, second and third time at any regularly called meeting of the Council, provided they receive the concurring vote of a majority of the whole Council."

Ald. CARTER moved, seconded by Ald. ROBINSON,

Whereas under the powers conferred on the Quebec Public Utilities Commission, by the Act 9, Edward VII, Chap. 16, there is no reference to the rights of Municipalities to apply to the Commission, for an order to compel a public utility already operating within a Municipality, to extend its works throughout the whole of the Municipality, and it was

Resolved: That a petition be forwarded to the Lt.-Governor in Council, praying that additional powers be conferred on the Quebec Utilities Commission, so that it may make orders to compel public utility Companies to extend their works within Municipalities, the whole on terms and conditions to be imposed by the Commission, after hearing the interested parties.

Ald. DANDURAND moved, seconded by Ald. O'CONNELL,

That Rule 64 of the Rules of Council be suspended in order to allow the Council to amend and modify a certain resolution adopted at the last meeting concerning the salary of the Mayor and the Commissioners.

Said motion being put, the Council divided:

Yeas: L. A. Lapointe, N. Lapointe, O'Connell, Robinson, Carter, Dandurand, Boyd and Monahan—8.

Nays: Leclair, Ward, Prud'homme, Resther, Gauvin, Roux, Brodeur, Dubeau, Garceau, Tétreau, Clément, Lévesque, Turcotte, Mayrand and Turcote—14.

So it passed in the negative.

M. l'échevin PRUD'HOMME, appuyé par M. l'échevin DANDURAND,

Propose: Que ce qui suit soit ajouté aux amendements à la Charte: "Toutes les difficultés qui existent actuellement ou qui surgiront à l'avenir entre la Cité de Montréal et la Compagnie des Chars Urbains de Montréal relativement au règlement 210, seront jugées par la Commission des utilités publiques de la Province de Québec, dont les décisions seront finales et sans appel." Sujet à l'approbation du Département en Loi."

Déclaré hors d'ordre par Son Honneur le Maire.

Sur la proposition de M. l'échevin MAYRAND, appuyé par M. l'échevin TURCOT,

Que la section 1 des amendements à la Charte présente ment devant le Conseil soit de nouveau étudiée, en autant qu'elle a trait à l'annexion de Notre-Dame de Grâce.

Sur la proposition de M. l'échevin MAYRAND, appuyé par M. l'échevin TURCOT, il est

Résolu: Que la clause 1 du projet d'amendements à la Charte soit amendé, quant à ce qui a trait au paragraphe à l'effet d'annexer la ville de Notre-Dame de Grâce, en substituant la clause suivante à la clause 7 du règlement d'annexion, tel qu'adopté par le Conseil de la Cité, le 23 décembre 1909, savoir:

"Section 7.—La Cité de Montréal dépensera dans les trois premières années qui suivront l'annexion, une somme de \$1,000,000 pour améliorations aux rues et trottoirs permanents dans le quartier Notre-Dame de Grâce, il ne sera pas dépensé moins d'un tiers de ladite somme de un million dans ledit quartier Notre-Dame de Grâce, pendant chacune de ces trois années", et que, ainsi amendée, ladite section 1 soit adoptée. (M. l'échevin Ward dissident).

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin ROBINSON, il est

Résolu: Que ledit rapport de la Commission de Législation, tel qu'amendé, soit reçu et adopté.

59.—De la Commission Spéciale de Législation, soumettant certains amendements à la Charte (améliorations aux rues).

M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin DANDURAND,

Propose: Que ledit rapport soit étudié clause par clause. Et un débat s'engageant.

M. l'échevin ROBINSON, appuyé par M. l'échevin WARD, propose en

Amendement: Que ledit rapport soit rejeté en bloc. Ledit amendement étant mis aux voix, le Conseil se partage:

Pour: L.-A. Lapointe, N. Lapointe, Leclaire, O'Connell, Ward, Robinson, Dandurand, Boyd, Roux, Brodeur, Garceau, Monahan, Clément, Létourneau et Turcot—15.

Contre: Prud'homme, Resther, Gauvin, Dubeau, Tétreau et Mayrand—6.

Ledit amendement est ainsi adoptée, et il est

Résolu: En conséquence, et ledit rapport est rejeté.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin LECLAIRE,

Le Conseil s'ajourne.

L.-O. DAVID,
Greffier de la Ville.

RENE BAUSET,
Asst. Greffier de la Ville.

CONSEIL MUNICIPAL

ASSEMBLEE SPECIALE DU 29 MARS.

ORDRE DU JOUR

RAPPORTS.

1. Bureau des Commissaires.—Re demande du Rev. M. Bélanger pour décorer certaines rues (7 mars.)

Ald. PRUD'HOMME moved, seconded by Ald. DANDURAND,

That the following words be added to the Charter amendments:

"All the disputes now existing or which may hereafter arise between the City of Montreal and the Montreal Street Railway Co., in connection with by-law No. 210, shall be adjudicated upon by the Public Utilities Commission of the Province of Quebec, whose decisions shall be final and without appeal."

Subject to the approval of the Law Department.

Declared out of order by His Worship the Mayor.

On motion of Ald. MAYRAND, seconded by Ald. TURCOT,

That section 1 of the amendment to the Charter now before the Council, be again considered inasmuch as the same refers to the annexation of Notre-Dame de Grâce.

On motion of Ald. MAYRAND, seconded by Ald. TURCOT, it was

Resolved: That clause 1 of the proposed amendments to the Charter be amended, as regards the paragraph to the effect of annexing the Town of Notre-Dame de Grâce, by substituting the following clause for clause 7 of the annexation by-law, as adopted by the City Council, on the 23rd December, 1909, namely:

"Section 7.—The City of Montreal shall expend, during the first three years following the annexation, a sum of \$1,000,000 for improvements to streets and permanent sidewalks in Notre-Dame de Grâce Ward; not less than one-third of the said sum of \$1,000,000 shall be expended in the said Notre-Dame de Grâce Ward during each of such three years", and that, so amended, said Section 1 be agreed to. (Ald. Ward dissenting).

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. ROBINSON, it was

Resolved: That said report of the Legislation Committee, as amended, be received and adopted.

59.—From Special Committee on Legislation, offering certain amendments to the Charter (street improvements).

Ald. L. A. LAPOINTE moved, seconded by Ald. DANDURAND,

That said report be considered clause by clause.

And a debate arising,

Moved in amendment by Ald. ROBINSON, seconded by Ald. O'CONNELL,

That said report be rejected en bloc.

The vote being taken on said amendment, the Council divided:

Yeas: L. A. Lapointe, N. Lapointe, Leclaire, O'Connell, Ward, Robinson, Dandurand, Boyd, Roux, Brodeur, Garceau, Monahan, Clément, Létourneau and Turcot—15.

Nays: Prud'homme, Resther, Gauvin, Tétreau and Mayrand—6.

So it was carried and

Resolved: Accordingly, and said report was passed in the negative.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. LECLAIRE,

The Council adjourned.

L. O. DAVID,
City Clerk.

RENE BAUSET,
Asst. City Clerk.

CITY COUNCIL

SPECIAL MEETING OF THE 29th MARCH.

ORDER OF THE DAY.

REPORTS.

1. Board of Commissioners.—Re demand of Rev. Mr. Bélanger to decorate certain streets. (7th March.)

2. *Bureau des Commissaires.*—Pour payer une somme de \$223.13 à M. J. A. Godin, architecte, re poste de police No. 13. (14 mars.)
3. *Bureau des Commissaires.*—Pour payer une somme de \$8,983.43 à MM. F. et O. Proulx re poste de police No 13 (14 mars.)
4. *Bureau des Commissaires.*—Pour augmenter le crédit pour l'entretien des enfants délaissés. (21 mars.)

AVIS DE MOTION.

5. *Prud'homme.*—A l'effet de prendre des procédures contre la "Montreal Street Railway Coy." (21 février.)
6. *Ward.*—Pour compléter l'élargissement des rues Guy et de la Montagne. (28 février.)

REGLEMENTS.

7. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement abrogeant et remplaçant les règlements Nos 344 et 383 re trottoirs (14 février.) (Leclair.)
8. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement amendant le règlement No 304 re inspection des aliments (14 février.) (Lamoureux.)
9. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement amendant le règlement No 296 re marchés (14 février.) (Lamoureux.)
10. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement à l'effet de garantir les obligations de la Cie d'Exposition (21 février.) (Lapointe, L.A.) (Imprimé.)
11. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement à l'effet de nommer une Commission de services électriques (21 février.) (Lapointe, L.A.) (Imprimé.)
12. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement codifiant les règlements re taxes (21 février.) (Lapointe, L.A.)
13. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement amendant le règlement concernant les édifices dans le quartier Mt. Royal (21 février.) (Prud'homme.) (Imprimé.)
14. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement amendant les règlements Nos 49 et 362 re voûtes (21 février.) (Robinson.)
15. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement amendant le règlement No 399 re taxes. (21 février.) (Gauvin.)
16. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement concernant les voitures. (21 février.) (Dandurand.) (Imprimé.)
17. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement amendant le règlement No 89 re affiches. (21 février.) (Dandurand.) (Imprimé.)
18. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement amendant le règlement No 270 concernant la voirie. (21 février.) (Dandurand.)
19. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement amendant le règlement No 339 re édifices sur la rue Ste-Catherine (21 février.) (Mayrand.)
20. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement re inspection des dents des enfants (21 février.) (Dubéau.)
21. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement amendant le règlement No 210 re Cie des tramways (21 février.) (Tétreau.)
22. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement amendant le règlement No 362 re taxes sur les non-résidents (21 février.) (Lapointe, L.A.) (Imprimé.)
23. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement amendant le règlement No 145 concernant les chaudières à vapeur (28 février.) (Boyd.)
24. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement amendant le règlement No 210 re Cie des tramways (28 février.) (Prud'homme.)

AVIS DE MOTIONS.

25. *Mayrand.*—Pour annexer le village d'Ahuntsic. (7 mars.)
26. *Mayrand.*—Pour annexer le village du Sault-au-Récollet. (7 mars.)

2. *Board of Commissioners.*—To pay a sum of \$223.13 to Mr. J. A. Godin, architect, re No. 13 Police Station. (14th March.)
3. *Board of Commissioners.*—To pay a sum of \$8,983.43 to Messrs. F. and O. Proulx, re No. 13 Police Station. (14th March.)
4. *Board of Commissioners.*—To increase appropriation for maintenance of destitute children. (21st March.)

NOTICES OF MOTION.

5. *Prud'homme.*—To take proceedings against the Montreal Street Railway Company (21st February.)
6. *Ward.*—To complete the widening of Guy and Mountain streets. (28th February.)

BY-LAWS.

7. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to repeal and replace by-laws Nos. 344 and 383 re sidewalks. (14th February.) (Leclair.)
8. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 304 re inspection of food. (14th February.) (Lamoureux.)
9. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 296 re markets. (14th February.) (Lamoureux.)
10. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to guarantee bonds of Exhibition Co. (21st February.) (Lapointe, L. A.) (Printed.)
11. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to appoint an Electric Service Commission. (21st February.) (Lapointe, L. A.) (Printed.)
12. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to codify by-laws re taxes. (21st February.) (Lapointe, L. A.)
13. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law re buildings in Mt. Royal Ward. (21st February.) (Prud'homme.) (Printed.)
14. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-laws Nos. 49 and 362 re vaults (21st February.) (Robinson.)
15. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 399 re taxes. (21st February.) (Gauvin.)
16. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law concerning vehicles. (21st February.) (Dandurand.) (Printed.)
17. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 89 re bill posting. (21st February.) (Dandurand.) (Printed.)
18. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 270 re streets. (21st February.) (Dandurand.)
19. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 339 re buildings on St. Catherine street. (21st February.) (Mayrand.)
20. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law re inspection of teeth of children. (21st February.) (Dubéau.)
21. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 210 re M. S. Ry. Co. (21st February.) (Tétreau.)
22. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 362 re taxes on non residents. (21st February.) (Lapointe, L. A.) (Printed.)
23. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No 145 concerning steam boilers. (28th February.) (Boyd.)
24. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 210 re M. S. Ry. Co. (28th February.) (Prud'homme.)

NOTICES OF MOTIONS.

25. *Mayrand.*—To annex the Village of Ahuntsic. (7th March.)
26. *Mayrand.*—To annex the Village of Sault-au-Récollet. (7th March.)

27. *Mayrand.*—Pour annexer la ville de Verdun. (7 mars.)
28. *Mayrand.*—Pour annexer la Ville St-Paul. (7 mars.)
29. *Mayrand.*—Pour annexer la ville Emard. (7 mars.)
30. *Mayrand.*—Pour annexer la ville de Bordeaux. (7 mars.)
31. *Mayrand.*—Pour annexer la ville de Notre-Dame des Neiges Ouest. (7 mars.)
32. *Mayrand.*—Pour annexer la ville de St-Laurent. (7 mars.)
33. *Mayrand.*—Pour annexer le village de Rosemont. (7 mars.)
34. *Mayrand.*—Pour annexer le village de Cartierville. (7 mars.)
35. *Resther.*—Pour laisser au gouvernement provincial le soin de réglementer les établissements où sont vendues des boissons alcooliques. (7 mars.)

AVIS DE MOTIONS.

36. *Dandurand.*—Pour abroger et remplacer la section 11 du règlement No 210 (14 mars.)
37. *Clément.*—Pour amender le règlement No 299 concernant le pain. (14 mars.)

REGLEMENTS.

38. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement à l'effet d'exproprier la Cie. "Montreal Water & Power Co." (14 février). (Lapointe, N.)
39. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement amendant certains règlements de la Ville St-Louis (7 mars.) (Lapointe, L.-A.)
40. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement pourvoyant à la fermeture des buvettes de bonne heure. (7 mars.) (Carter.)

AVIS DE MOTIONS.

41. *Mayrand.*—Concernant la circulation des voitures lourdes dans l'avenue DeLorimier. (21 mars.)
42. *Lapointe, L. A.*—Re emprunt projeté de £1,000,000. (21 mars.)
43. *Turcot.*—Pour amender le règlement No 139 de la Ville St-Louis. (21 mars.)

L.-O. DAVID,
Greffier de la Ville.

27. *Mayrand.*—To annex the Town of Verdun. (7th March.)
28. *Mayrand.*—To annex the Town of St. Paul. (7th March.)
29. *Mayrand.*—To annex Ville Emard. (7th March.)
30. *Mayrand.*—To annex the Town of Bordeaux. (7th March.)
31. *Mayrand.*—To annex the Town of Notre-Dame des Neiges West. (7th March.)
32. *Mayrand.*—To annex the Town of St. Laurent. (7th March.)
33. *Mayrand.*—To annex the Village of Rosemont. (7th March.)
34. *Mayrand.*—To annex the Village of Cartierville. (7th March.)
35. *Resther.*—To leave with the Provincial Government the question of regulating establishments where alcoholic beverages are sold. (7th March.)

NOTICES OF MOTION.

36. *Dandurand.*—To repeal and replace Sect. 11 of by-law No. 210. (14th March.)
37. *Clément.*—To amend by-law No. 299 re bread. (14th March.)

BY-LAWS.

38. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to expropriate the Montreal Water & Power Co. (14th February.) (Lapointe, N.)
39. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-laws of Ville St. Louis. (7th March.) (Lapointe, L. A.)
40. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law providing for the early closing of bars. (7th March.) (Carter.)

NOTICES OF MOTIONS.

41. *Mayrand.*—Concerning heavy traffic in DeLorimier avenue. (21st March.)
42. *Lapointe, L. A.*—Re proposed loan of £1,000,000. (21st March.)
43. *Turcot.*—To amend by-law No. 139 of Ville St. Louis. (21st March.)

L. O. DAVID,
City Clerk.



EGOUTS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les rôles spéciaux pour la construction d'égouts sont terminés dans les rues ci-dessous mentionnées de la Cité de Montréal, savoir:

- RUE BELANGER.—De la rue St-Hubert à la hauteur des terres, environs 850 pieds à l'Est de la rue Dufferin.
- RUE ST-ANDRE.—De la rue Bélanger à la hauteur des terres via rue Rose-de-Lima jusqu'à la rue St-Hubert.

Et que lesdits rôles ont été déposés en son bureau, à l'Hôtel de Ville, où les intéressés peuvent les voir et les consulter jusqu'à midi, le 6 avril 1910, et qu'il sera alors présent pour recevoir et examiner toutes plaintes relatives auxdits rôles avant que les comptes soient placés entre les mains du trésorier de la Ville pour perception suivant la loi.

JOHN-R. BARLOW,
Inspecteur de la Ville.

Bureau de l'Inspecteur de la Ville,
Hôtel de Ville,
Montréal, 18 mars 1910.



SEWERS

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undersigned City Surveyor has completed the Special Assessment Rolls for Sewers constructed in the undermentioned streets in the City of Montreal, viz:

- BELANGER STREET.—From St. Hubert street to the height of land about 850 feet East of Dufferin street.
- ST. ANDRE STREET.—From the height of land to Bélanger street via Rose-de-Lima to St. Hubert streets.

And that they have been deposited in his office, in the City Hall, where they may be seen and examined by all parties interested until the 6th of April, 1910, at noon, that he will then and there hear and examine all complaints in relation to such special rolls of assessment before the amounts are delivered to the City Treasurer, in accordance with the law.

JOHN R. BARLOW,
City Surveyor.

City Surveyor's Office,
City Hall,
Montreal, 18th of March, 1910.

MUTATIONS DE PROPRIÉTÉS—TRANSFERS OF PROPERTIES

HOCHELAGA & JACQUES-CARTIER

Quartier Ward.	No. d'enregistrement Registration Number.	Date de l'enregistre- ment Date of registration.	Date du contrat Date of deed.	Vendeur Vendor.	Acquéreur Purchaser.	No. du cadastre Cadastral number.	Etendue—Area.	Rue Street.	Genre.—a—Descript.	Prix Price.
St. Denis	169282	14 mars 1910	11 mars 1910	C. Frenette	H. Carrière	197-48	1441	133 et 135 St. Edouard	B	\$ 2675 00
Laurier	169283	14 " "	7 " "	Angelo Rugolo	Ev. Brunelle	P. N. O. 137-39	1859	916 et 918 Coloniale	B	1750 00
"	169284	14 " "	10 " "	A. Devoyau	Frs Coté	138-23 & 24	3484	20 à 26 Albina	B	4000 00
"	169287	14 " "	11 " "	E. Arnoldi	Jos Malouin	641-2-30	2375	Mance	L	225 00
St. Jean Bte	169289	14 " "	11 " "	D. Ouimet	R. Marks	P. 203	3975	1514 à 1522 Cadieux	B	2000 00
St. Denis	169293	14 " "	11 " "	A. Legault	S. Vallée	8-689	2635	1590 Labelle	B	1926 00
Laurier	169299	14 " "	21 fév. "	The L. S. L. & L. Co.	Mrs. G. J. Morris	P. 12-16-11	2325	Mance	L	625 00
Ste. Marie	169300	14 " "	2 mars "	The R. L. & Imp. Co.	Geo. Bertrand	172-1889, 1888, 1911, 1912, 1944, 1962, 1961	16020	8e et 9e Aves, Dandurand	L	1141 81
St. Denis	169304	14 " "	11 " "	L'I. C. des S. M. pour la P. de Québec	J. F. Labelle	9-3	2121	Berri	L	200 00
"	169309	14 " "	11 " "	Alp. Simard	B. Lemay	7-197	1778	St. André	L	250 00
St. Jean Bte	169313	14 " "	11 " "	O. DeRousselle	Moses Carsley et al.	456-7	2475	1309 à 1313 St. Urbain	B	6200 00
Hochelaga	169315	14 " "	11 " "	A. Racine	Jos. Godbout, fils.	148-2107 & 2108	4000	L'Esperance	L	
St. Denis	169317	14 " "	12 " "	Felix Morin	Omer Besse	2642	2100	663 et 665 Clark	B	300 00
"	169318	14 " "	12 " "	O. Mandeville	H. Provost	2630-76	1775	3490 St. Hubert	B	508 00
"	169319	14 " "	12 " "	Honorius Provost	O. Dagenais				B	300 00
"	169320	14 " "	14 " "	J. A. Dubois	Joseph Lauzon	7-449	2175	2491 et 2493 St. Hubert	B	4500 00
St. Jean Bte	169321	14 " "	12 " "	L. E. Geoffron	Dme A. Dubuc et al.	15-1221	1280	105 H de Ville	B	1200 00
Ste. Marie	169323	15 " "	14 " "	Aug. D. Bedard	Louis Robert	166-491 à 496	5280	346 Frontenac	B	4400 00
DeLorimier	169327	15 " "	4 " "	Louis Corbeil	Art. Blanchard	153-197	1760	Simard	L	400 00
"	169330	15 " "	11 " "	Henri Blais	Raymond Blais	161-529	1750	1430 et 1432 Simard	B	3000 00
St. Gabriel	169334	15 " "	2 fév. "	Sam. Dixon	James Cutler	3370-16 & P. 15	3201	Rozel	B	900 00
DeLorimier	169337	15 " "	12 mars "	Pierre Dupuy	C. Messier	5-17 à 21	7068	Iberville	L	175 00
Laurier	169342	15 " "	5 " "	O. Dubrulle	Dme N. Doré	11-385	2100	663 et 665 Clark	B	500 00
St. Henri	169343	15 " "	8 " "	F. Giroux	J. Bte Bergeron	10-1331	1900	630 Casgrain	B	600 00
Laurier	169345	15 " "	2 " "	Zenon Trudeau	P. P. Dulude	2095	3600	42 à 54 Bourget	B	6700 00
"	169347	15 " "	14 " "	Alex. Brillon	H. Guérin	12-2-47, 48, 49		688 à 694 Laurier, 1890 Park Ave	B	2350 00
"	169349	15 " "	14 " "	R. Préfontaine	C. E. Martin	12-23-14 à 22, 12-25-37 à 46	104984	Park Ave.	B	26243 75
"	169350	15 " "	14 " "	O. F. Vincent	J. A. Jarry	12-2-18 à 21, 12-2-3 à 6	14945	B. St. Joseph et St. Edouard	L	14945 00
St. Denis	169356	15 " "	16 fév. "	The Amh. P. L. Co.	Frs McHugh	5-2-7	2750	Dufferin	L	365 62
"	169359	15 " "	12 mars "	Henry Bertrand	C. C. Coo	331-241	2324	744 Garnier	B	8500 00
"	169360	15 " "	12 " "	The St Denis L. Co.	Chs Duquette	P. 8-260 & P. 8-398	6500	2200 à 2204, 2191 à 2195 St. Denis	B	12800 00
Hochelaga	169365	15 " "	1 " "	E. Gauthier	A. Lauzon	29-469	2375	436 à 440 Cuvillier	B	4100 00
"	169366	15 " "	1 " "	"	Jos. Lauzon	29-470	"	442 et 446 Cuvillier	B	4100 00
Laurier	169367	15 " "	10 " "	E. Latreille et al.	Hugh Word	P. 11-753	1786	St. Viateur	B	9000 00
"	169372	15 " "	24 fév. "	The M. Inv. & F. Co.	O. Miller	12-19-32	2500	Mance	L	150 95
"	169374	16 " "	22 " "	M. Lefebvre	Art. Landry	12-2-35	1880	Laurier	B	2350 00
"	169376	16 " "	14 mars "	L'Inst. Cath. des S. M.	E. Clavel	10-815-3, 10-816-3, 10-817-3, 10-818-3	2500	St. Dominique	L	500 00
St. Denis	169379	16 " "	8 " "	The Crystal Spring Land Co., Ltd	Henry Frigon	2643-2287 & 2288	5903	Montée	L	
"	169382	16 " "	14 " "	Est. S. C. Bagg	Louis	642-31	2000	St. Laurent	L	800 00
Laurier	169413	16 " "	5 " "	Les Sœurs Adoration du Précieux Sang de St. Hyacinthe	Z. Limoges	10-109	4300	117 Casgrain	B	1300 00
St. Denis	169425	16 " "	15 " "	Art. Brodeur	P. Larocque	339-295	2678	Fabre	L	975 00
"	169429	16 " "	14 " "	The Amh. P. L. Co.	S. Giltitz	5-20	2625	1185 Dufferin	B	275 00
Ste. Marie	169433	16 " "	10 " "	Eug. Sansregret	J. E. Desmarais	172-1167 & 1168	3904	6e Ave	B	650 00
DeLorimier	169435	16 " "	8 fév. "	A. C. Miller	Raymond Emdard et al	124 & 123-1	6332	DeLorimier	L	2500 00
Laurier	169439	17 " "	14 mars "	Hon. Ls Beaubien	Dme B. Hébert	10-1505	1800	Alma	L	200 00
"	169440	17 " "	14 " "	"	Benjamin Hébert	10-1506	"	704 Alma	B	200 00
St. Denis & Laurier	169447	17 " "	11 " "	Geo. Hutton	Alfred King	8-95	2800	Cowan	L	275 00
Laurier	169450	17 " "	16 " "	Jos. H. Lamarche	Geo. Bayard	15-63 & 65	5200	Laurier	L	3850 00
"	169451	17 " "	11 " "	Joseph Girard	A. Trudeau	15-65 & 66			L	2800 00
St. Denis	169474	17 " "	15 " "	E. L. Baugh	James P. Stanger	8-333	3750	St Denis	B	8500 00
St. Henri	169479	17 " "	14 " "	Dme P. Trudeau et al	Rev. J. O. Roussin	1707-43	1752	274 Delinelle	B	450 00
"	169480	17 " "	14 " "	Jos. Lemoine	H. O. Viau	1758	4819	2014 à 2016a St. Jacques	B	13000 00
"	169481	17 " "	14 " "	Al. Bremner	Alex. Bremner, Ltd	3413-14	21164	St. Ambroise	B	\$1 & cons.
"	169490	17 " "	14 " "	St. Henry Land Co	L. Saucartier	1704-179	2500	2485 Notre Dame	B	\$ 1000 00
Laurier	169498	17 " "	15 " "	C. Charette	Dme C. A. Gervais	11-277	1975	St. Laurent	L	1300 00
St. Denis	169499	17 " "	17 " "	The St. Lawrence Inv. Society, Ltd.	Pierre Labelle	488-805 & 806	4686	2001 et 2001a Dufferin	B	600 00
Ste. Marie	169500	17 " "	8 " "	The R. L. & Imp. Co.	Robert Snook	172-2030 & 2031	4320	Holt	L	450 00
Laurier	169510	18 " "	11 " "	Dme B. Schwartz et al	D. Moscovitch et al	P. 137-1 & P. 137-2	2300	1011 à 1019 St. Dominique	B	6500 00
Duvernay	169520	18 " "	15 " "	M. Deslauriers	Vve E. Duberger	8-201	2808	171 et 173 C. Colomb	B	6100 00
St. Denis	169521	18 " "	15 " "	O. Lavigne	F. St. Vincent	339-344	2678	205 et 207 Fabre	B	1150 00
"	169524	18 " "	16 " "	J. J. Johnson	P. N. Ménard	162-20, P. 21 & P. 19	2100	1237 et 1239 Berri, 111 à 115 Bienville	B	8000 00
Hochelaga	169525	18 " "	14 " "	The Montreal Gas Co.	Réné Olivier	159-129 & 130	3608	400 DeLevis	B & L	
"	169530	18 " "	23 fév. "	H. St. Cyr	B Mitchell	50-386 & 387	4500	St Germain	L	613 36
Duvernay	169536	18 " "	14 mars "	Dme H. Charbonneau	Geo. Rattelade	360	2950	Papineau	B	5825 00
St. Jean Bte	169546	18 " "	18 " "	Geo. Bannan	Simon Garber	15-1216	1400	458 à 462 Laval	B	3400 00

MUTATIONS DE PROPRIÉTÉS. *Suite.* — TRANSFERS OF PROPERTIES. *Cont.*

HOCHELAGA ET JACQUES-CARTIER. — (*Suite—Continued.*)

Quartier Ward.	No. d'enregistrement Registration Number.	Date de l'enregistre- ment Date of registration.	Date du contrat Date of deed.	Vendeur Vendor.	Acquéreur Purchaser.	No. du cadastre Cadastral number.	Etendue—Area.	Rue Street.	Genre— a—Descript.	Prix Price.
St. Jean Bte	169547	18 mars 1910		F. Themens	Dme R. Raphaelovitch	193, 197, P. 198	9425	1492 à 1504	B	\$ 12500 00
"	169548	" "	18 mars 1910	Dme R. Raphaelovitch	F. Themens	P. 433	2673	1144 à 1148	B	9500 00
St. Denis	169554	" "	" "	Wm G. Ross	J. O. Lorient	211-43	1180	St. Laurent	L	120 00
"	169555	" "	" "	J. E. Molson	O. Benoit	209-419	3429	2189 Casault	B	365 00
"	169562	" "	" "	F. Poirier	P. Robitaille et al.	196-97 & 98	6350	St. Denis	L	3000 00
Hochelaga	169563	" "	" "	Dme O. Primeau	Theo. Bourdon	329-177	2000	305et 307 Brebeuf	B	1750 00
"	169564	" "	" "	M. E. Guerin	J. E. Tremblay	23-496 & 497	5566	Nicolet	L	1500 00
"	169567	" "	" "	"	Come Frenette	23-499 & 500	5586	"	L	1500 00
"	169569	" "	" "	"	Dme Geo. Marcotte	23-493	2783	"	L	750 00
"	169572	" "	" "	M. Venditti	Vve A. Méthot	80-187	1200	322 et 322a	B	700 00
Laurier	169575	" "	" "	J. P. C. Lefebvre	Alex. Fortier	14-167	2768	Esplanade	L	1600 00
St. Henri	169578	" "	" "	Geo. Paquet	Dme Jos. Beaudin	1705-271	2250	Geo. E. Cartier	B	6850 00
Laurier	169598	" "	" "	J. Brignon dit Lapierre	A. Brillon	13-73 & 74, 14-11 & 12	6000	Park Ave.	L	3900 00
St. Henri	169605	" "	" "	H. Delorme	A. Deschambault	1674-91	2625	64 à 68 Chesnut	B	6200 00
Laurier	169606	" "	" "	A. Deschambault	H. Delorme	12-13-4	"	2245 Mance	B	6200 00
St. Denis	169607	" "	17 mars 1910	Jos. Ranger	Dme D. O'Borne	330-28	1656	318 et 320 Cardinal	B	3000 00

MONTREAL-EST

MONTREAL-EAST

Papineau	77663	14 mars 1910	11 mar. 1910	P. Binette	De L. Beaubien	1225-45	1850	1030 à 1036 Dorion 24 à 30	B	3500 00
St. Jacques	77665	" "	12 " "	L. U. Chaussé et al.	The C. P. R. Coy.	74	3450	Montcalm	B	7150 00
St. Louis	77666	" "	25 fév. "	De A. Marcotte	M. Crellinsen et al.	P. 865	1412-6	45 Ave Coloniale 180 à 184a	B	2100 00
St. Jacques	77668	" "	8 mars	M. A. T. Mercure	D. Gravel	P.N.O. 549	2740	St. Timothée 448 et 450	B	6300 00
St. Louis	77671	" "	12 " "	L. E. Geoffrion	Suc. A. Dubuc	P.N.E. 621	2880	Ave H. de V. 574 à 582	B	2200 00
do	77672	" "	12 " "	do	do	1/2 S.E. 767	2545	Cadieux 13 et 15	B	6000 00
LaFontaine St. Louis & St. Laurent	77673	" "	14 " "	H. Laplante	A. P. Chartrand	1211-6	2756	Mentana 776 à 780a	B	4650 00
St. Louis	77676	" "	18 fév. 1910	Suc. J. Platt	M. A. Cunningham	P.N.O. 903-71, P.S.E. 903-70, N.N. 903-70, 1/2 270	6387	14 et 16 Plateau 1037 à 1043	B	1 00
do	77679	" "	7 mars	Ve H. Maguire et al.	A. Schachter	1049-21, p. 1049-22	2692	St. Dominique 69 à 83	B	6750 00
do	77681	" "	8 " "	L. O. Grothé	De G. Rabinovitch	529	3862-6	Ste. Catherine, 200 Cadieux 465 à 471	B	66000 00
St. Laurent	77690	" "	10 " "	M. Glickman et al.	M. S. Superior	547	6304	St. Dominique 474 et 476	B	29060 00
do	77698	" "	14 " "	A. Bremner	Alex. Bremner Ltd.	692	8926	96 Bleury	B	1 00 & consid.
do	77699	" "	14 " "	do	do	534-7 à 9	4179	60 Anderson	B	1 00 & consid.
St. Marie	77700	" "	8 nov. 1909	R. Larivière	P. Larivière	1380-1	1317	1381 et 1383 Notre Dame	B	4000 00
St. Laurent	77704	" "	16 mar. 1910	De P. Popliger	F. E. McKyes	33-C, 84-A	2730	75 Ste. Famille 235 et 237	B	5500 00
St. Louis	77705	" "	16 " "	L. Daly	M. Shane et al.	P. 912	1250	Ave Coloniale 72 et 72a	B	3800 00
St. Laurent	77711	" "	11 " "	A. Meharg	Ve M. Shannon	1/2 S E. 76-5	2241	Ste. Famille	B	6800 00
LaFontaine	77713	" "	15 " "	A. C. Miller	I. Préfontaine	P. 1207-1-1	3412	Sherbrooke	L	5289 38
St. Jacques	77714	" "	18 " "	J. Berubé	B. Breitman	P.S.E. 550	4000	186 à 192 St. Timothée	B	9000 00
do	77716	" "	22 fév. "	A. Dalbec	J. Chartier	P.N.O. 399	4713	140 à 144 Amherst	B	6000 00
St. Laurent	77717	" "	8 mars	P. Popliger	J. Steinberg	107-A, 107-C-1, 1077-C-2	5327	697 St. Urbain	B	47500 00
St. Jacques	77723	" "	2 " "	Suc. P. Laferrière	N. Gagnon	228-4	2064	146 à 148b Elgin 107 St. Hubert	B	6750 00

MONTREAL-OUEST

MONTREAL-WEST

St. André	148373	14 mars 1910	12 mar. 1910	Chs. Caron	J. Bte Deguise	1703-45 à 47	6225	126 à 136 Crescent	B	31500 00
St. Anne	148374	" "	25 fév. "	J. A. Edwards	George Sleep	P. 152-A	2035-6	Charron	L	671 71
St. Georges	148375	" "	1 mars	De H. T. Garlick	G. H. Featherston	1486	2784	130a et 132 Peel 518 à 522	B	36000 00
St. Anne	148377	" "	14 " "	U. H. Dandurand	Hon. A. Bergevin	1304	3768	Notre Dame O.	B	7350 00
do	148378	" "	7 fév. "	D. R. McCord et al.	Suc. W. J. Buchanan	P. 1725-26, p. 1725-27	12026	Cedar Ave.	L	1526 00
do	148379	" "	7 " "	Suc. W. J. Buchanan	J. E. Birks	P.N.O. 1725-26	4500	do	L	2500 00 Consid.
St. Georges	148383	" "	1 mars	De T. Davis	C. W. Trenholme	P. 1758-A, 1758-B	7763	212 Drummond	B	38500 00
St. André	148384	" "	1 " "	C. W. Trenholme	R. M. Paterson	P. 1758-B	3167	Redp th. 357 et 359	L	5542 25
St. Anne	148387	" "	10 " "	M. Miggins	M. J. Megan	1/2 559, 1/2 555	6934	Wellington 12 à 18 St. Patrick	B	2900 00
St. Joseph	148390	" "	14 " "	J. B. S. Biron	F. A. Brodie	750	1750	10 School	B	1875 00
do	148394	" "	16 " "	J. James et al.	W. J. Plow	593-39	1672	25 Torrance	B	3500 00
St. Georges	148397	" "	15 " "	A. W. Morris et al.	Paul Beau et al.	P. 1523-2	2789	291 Mountain	B	13500 00
St. André	148403	" "	11 " "	The Bell Telephone Coy of Canada	Paul Sawyer	P. 1706	7236	Mountain	L	14472 00
St. Georges	148404	" "	11 " "	Suc. G. B. Burland	The Standard Realties Ltd.	1386	2680	417 à 421 Ste. Catherine	B	77000 00
St. André	148405	" "	11 " "	Ve S. W. Beard	Lt Col. J. H. Burland	1722-2, p. 1722-3	52608	707 Pine Av. B & L	B	42500 00
do	148408	" "	14 " "	E. Bastien	J. A. Sullivan	P. 1641-37	1935	24 Seymour	B	7045 00
St. Georges	148410	" "	10 " "	G. Barrat & Son	A. Cohen	1624-6	2723	9 à 13 St. Mark	B	11275 00
St. Georges	148411	" "	2 " "	A. Jacobs	P. 1409	469-25	1335	2010 167 Mansfield	B	8500 00
St. Joseph	148412	" "	16 " "	J. A. Mallette	De C. Robertson Jos. Leblanc	469-25	1335	167 et 169 Guy	B	3300 00
do	169526	" "	14 " "	A. Deslauriers	A. Legault	4 & p. 3	3025	130 et 132 Workman	B	4000 00

B—Bâtisse; Building.
L—Lot; terrain vague

P. TERRAULT,

Régistrare de la Ville.—Registrar.

Par A. SAUVE.

PERMIS DE CONSTRUCTION.—BUILDING PERMITS.

Décernés durant la semaine finissant le 24 Mars 1910.

Issued during the week ending the 24th March, 1910.

Date. 1909	No. du Permis. a Permit Number	Endroit.—Location		Quartier. — Ward.	Propriétaires. — Owner.	Résidence — Residence	Classe. — Class.	Cott. — Cost.	
		No.	Rue.—Street. No.—Cadast.						
Mar. 17	312 N.		Gilford et Boyer	328, s. 480	St. Denis	Longtin, H.	229 Dufresne	2me Cl.	6000 00
" 17	313 N.		Molson	1502-208	"	Roberts, R.	7e Avenue, 327	3me Cl.	2000 00
" 17	314 N.	2946	St. Hubert	7, s. 857	"	Gaudry, Tho	1252 Dufferin	"	200 00
" 17	315 N.	2946	St. Hubert		"			"	1200 00
" 17	316 R.		Union Ave	1245, p. 1244	St. Georges	Maxwell, Ed.	6 Beaver Hall Sq	2me Cl.	500 00
" 17	317 R.	81	Union Ave	1219	"	Morgan, J. & C.	Colonial House	"	200 00
" 17	318 R.	669	Cowan	p. 8.	St. Denis	Bastien, A.	639 Cowan	3me Cl.	1500 00
" 17	319 N.		St. Hubert	2630, sub. 70	"	Trudel, Prudent	3335 St. Hubert	"	800 00
" 17	320 N.		Trafalgar Ave	167, p. 26	Mt Royal	Rutherford Sons Co.	Atwater Ave.	2me Cl.	8500 00
" 17	321 N.		Cadieux	203	St. J. Bte.	Marks, R.	199 Craig Est.	3me Cl.	4000 00
" 17	322 N.		Cadieux	"	"	"	"	"	4000 00
" 18	323 N.	Arr. 366	Panet	p. 772	Papineau	Paquin, R.	366 Panet	"	75 00
" 18	324 N.		Montgomery	148, p. 1832	Hochelaga	Allard, Alp	213 Montgomery	"	1000 00
" 18	325 R.	262	Mont-Royal	14, p. 5, p. 4, p. 693	St. J. Bte.	Skelley, Alb.	448 St. Hubert.	"	200 00
" 18	326 R.		Fleurimont	p. 8.	St. Denis	Montreal Street Railway	Craig West.	2me Cl.	6000 00
" 18	327 N.		Brebouf	331, p. 64	"	Corbell, Alex.	566 St. Patrick	3me Cl.	500 00
" 18	328 N.		Cowan	8, s. 4 79.	"	McCarthy, S.	547 St. André	"	1500 00
" 19	329 N.		Davidson	29, sub. 349	Hochelaga	Guindon, Georges.	213 Iberville	"	3000 00
" 19	330 N.		St. Hubert	2630, s. 69	St. Denis	Bedard, Jos.	1 Boucher.	"	700 00
" 19	331 R.	1277	Huntly	8, sub. s. e. 670	"	Robillard, P.	1277 Huntly	"	50 00
" 19	332 R.	921	Charlevoix	p. 2422-2425	St. Cunégonde	Robidoux, Jos. O.	922 Charlevoix	"	300 00
" 19	333 R.	61-65	St. Benoit	394	St. Laurent.	Yesuslavitz, M.	104 Chenneville	2me Cl.	4000 00
" 19	334 N.		Lacombe	27, s. 20-19.	Mont-Royal.	E. Paquin	Côte-des-Neiges.	3me Cl.	4000 00
" 19	335 N.		Papineau	21, s. 31.	St. Denis	Irfop	570 Notre Dame W.	"	525 00
" 21	336 N.		St. Urbain	586, sub. 11.	Laurier	Gratton, Jos.	2126 St-Urbain	"	3500 00
" 21	337 N.	Rose et	DeSalaberry	p. 383	Papineau.	Filiatrault, A.	Ste Rose	"	400 00
" 21	338 R.	554	St. Catherine W.	1493	St. Georges.	M. Putman	St. James.	2me Cl.	1900 00
" 21	339 R.	12-14	University	1353.	"	M. Howell	"	"	2500 00
" 21	340 N.	Boulev	ard St-Joseph	12, s. 23-4-5-6	Laurier.	Jarry, J. A.	817 Blvd. St-Joseph.	"	20000 00
" 21	341 N.		"	12, s. 18-19-20-21	"	"	"	"	400 00
" 21	342 N.		Alice	643, s. 75	St. Denis	Lacourse, Jos.	1082 St. Dominique	3me Cl.	4500 00
" 21	343 N.		Mance	12, s. 19, p. 21.	Laurier	Gordon, Geo	574 Clark	"	1000 00
" 21	344 N.		"	"	"	"	"	"	1500 00
" 22	345 R.	53-55	St-Paul	46	East	Molson, J. W.	Standard Building.	2me Cl.	300 00
" 22	347 R.	1091	Des Erables.	50	DeLorimier.	Roy, Suc. Ed.	468 Parc LaFontaine	"	600 00
" 22	347 N.		Labelle	88, s. 2630	St. Denis	Bastien, E.	3016 St-Hubert	3me Cl.	500 00
" 22	348 N.	260	St Catherine W.	p. 1531	St. Georges.	Mitchell, J.	Bld. Westmount.	2me Cl.	1000 00
" 22	349 R.	309	Delinelle	1707-66	St. Henri	Desjardins, Jos	307 Delinelle.	3me Cl.	1000 00
" 22	350 N.		Labelle	455, s. 2630	St. Denis	Charbonneau, Jos	746 Huntly	"	1800 00
" 22	351 N.		Huntly	8, s. 450	"	Leblanc, Mde Alp	1318 Huntly.	"	1000 00
" 22	352 N.		Lasalle	331, s. 155	"	Bourcier, Arth	221 Dufferin.	"	4000 00
" 23	353 N.		Hutchison	12, s. 14-24	Laurier.	Larose Mathias & Co	1169 Smard	"	100 00
" 23	354 R.	1045	St. Dominique	137, p. 12	"	Juneau, J. A. Mde.	1045 St. Dominique	"	35 00
" 23	355 R.	104	Roy	917-8-1.	St. Louis	Brodsky, I.	168 Cadieux	2me Cl.	600 00
" 23	356 R.		Papineau	p. 81, p. 80.	Duvernay.	Ross, F.	1169 Papineau.	3me Cl.	35 00
" 23	357 R.	200	Decelles	45	Mont-Royal.	Dupras, E.	200 Decelle	"	4000 00
" 23	358 R.	585	Sherbrooke W	1758	St. Georges.	Workman, Mark	326 Notre Dame W.	2me Cl.	2666 00
" 23	359 N.		St. Timothée	1167	St. Jacques.	Cadieux, Alp	1277 St. Dominique	3me Cl.	2666 00
" 23	360 N.		"	"	"	"	"	"	2666 00
" 23	361 N.		"	"	"	"	"	"	40 00
" 23	362 R.	261	Beaudry	689	"	Monarque, Delle	Ontario et Joliette	"	6000 00
" 23	363 N.		Park Ave.	12, s. 13	Laurier	Peladeau, H.	2238 Park Ave.	2me Cl.	6000 00
" 23	364 N.		"	12, s. 13-35	"	"	"	"	500 00
" 23	365 N.		St. André	476, s. 490	St. Denis	Cloutier, Elz.	365a Richmond.	3me Cl.	1000 00
" 23	366 N.		"	"	"	Matte, Jos	287 Delinelle	"	4000 00
" 23	367 N.		Papineau	339, s. 648-649.	"	Rinfret, L. J. Co	834 Papineau	"	3000 00
" 23	368 N.		Clark	530-11.	Laurier.	Jeanotte, Jos.	62 Edouard	"	2000 00
" 23	359 N.		Valois	22-178	Hochelaga.	Massé, Alp	424 Cuvilliers.	"	2000 00

* N.—Nouveaux édifices.—New buildings
R.—Réparations—Alterations

ALEX. DÉCARIE.

Pour l'inspecteur des Edifices — For Building Inspector.